CMJN



ENQUÊTE

VENDREDI 6 NOVEMBRE 2015
NUMÉRO 1315

100 F

RAPPORT DE L'AMA SUR LA CORRUPTION À L'IAAF

Diack et fils "testés positifs"



Massata Diack

L'Agence mondiale antidopage soupçonne Massata et Khalil Diack d'être au cœur d'un réseau de corruption, de chantage et d'extorsion de fonds créé en 2011 P. 12

AFFAIRE MATY MBODJ

2 personnes arrêtées et déférées au Parquet



P.2

CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA TRANSGAMBIENNE

L'entrepreneur plie bagages



Bac de Farafégné P.2

ANNONCE

PORT AUTONOME DE DAKAR

Le Cadre de Concertation magnifie le travail du Dr Cheikh Kanté



P.5



CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA TRANSGAMBIENNE

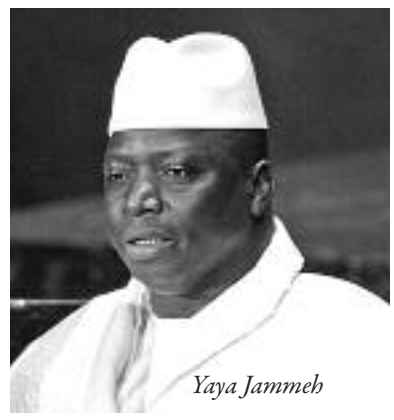
Le Consortium Corsan-Covian-Arekzi plie bagages

En novembre 2014, les autorités gambiennes annonçaient à grand bruit la signature de la convention de construction d'un pont sur le fleuve Gambie entre Bamba Tenda et Yilli Tenda pour faciliter la circulation sur la Transgambienne. Le consortium Corsan-Covian-Arezki chargé d'exécuter les travaux de construction avait alors posé quelques matériaux sur les berges du site de ce pont. Aujourd'hui, tout indique que l'entrepreneur semble avoir d'autres priorités que la mise en œuvre de ce projet prévu pour mettre fin au calvaire de la traversée par les vieux bacs impotents de l'Etat gambien.

A Bamba Tenda et à Yilli Tenda, il n'y a plus une seule trace de la présence du consortium Corsan-Covian-Arezki chargé d'exécuter les travaux de construction du pont sur la Transgambienne. Ce projet, financé par la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de 65 millions de dollars US, semble déjà reporté aux calendes grecques. Car depuis la pose de la première pierre en février 2015, jamais un seul ouvrier n'a mélangé du béton ou plongé du matériel amphibie censé mettre en branle la réalisation de cet ouvrage tant désiré par les Sénégalais soucieux de faire la navette entre les régions nord et sud de leur pays.

Chargé de piloter les travaux de ce projet, le gouvernement de Yahya Jammeh reste silencieux sur les raisons de cette paralysie étonnante. Le fait est cependant qu'il n'a jamais réellement voulu de ce pont. Car une semaine après avoir signé la convention de construction du pont avec le consortium Corsan-Covian-Arezki, Ousmane Badjie, alors ministre gambien des Transports et des Infrastructures, a été arrêté et envoyé en prison pour n'avoir "pu empêcher un vol supposé de fonds alors qu'il était ambassadeur de Gambie à Paris", selon l'acte d'accusation porté contre lui. Libéré sous caution, le malheureux fonctionnaire est jusqu'ici baladé entre son domicile et la Cour suprême de Banjul.

A un journaliste de la télévision publique sénégalaise (RTS) qui l'avait interviewé à Banjul en février dernier sur la construction du pont sur Bamba Tenda, Yilli Tenda, Yahya Jammeh qui était agacé par la question disait : "Le pont ne va pas se lever pour saluer



Yaya Jammeh

quelqu'un. Il ne va rien changer sur les relations bilatérales entre le Sénégal et la Gambie. Donc vous ne devez pas vous mettre dans la tête que c'est le pont qui va tout régler entre nos deux pays." Il reste que le régime du président gambien traverse de graves difficultés économiques et financières et a largement perdu la confiance des bailleurs de fonds. A Banjul, certaines langues soutiennent que l'inconstance dans les choix stratégiques et les envies débordantes de l'homme fort de Banjul à trouver de l'argent par tous les moyens ont refroidi les ardeurs de beaucoup de partenaires financiers dont ceux qui vont mettre la main dans la poche pour la construction du pont sur le fleuve Gambie. ■

AFFAIRE MATY MBODJ



Nous revoilà dans le dossier de Maty Mbodj décédée fin juillet 2015. Deux personnes de sexe masculin (la précision est importante puisqu'on ne parle que de femmes dans cette affaire) ont été arrêtées et déférées au parquet. EnQuête ne sait pas exactement pour quelle raison mais une chose est sûre, les résultats de l'autopsie qui avait fait l'objet d'une contre-expertise ont joué un rôle dans ce retournement de situation. Les deux individus ont été déférés car ils étaient présents sur les lieux du drame, au moment où Maty Mbodj rendait l'âme. Les versions les plus folles circulent encore et toujours sur cette affaire qui ne révélera toutes ses vérités que lorsque la Sûreté urbaine aura totalement épuisé son sujet. Maty Mbodj est décédée dans des circonstances troubles alors qu'elle n'était pas seule. Jusque-là, c'est la piste de l'overdose qui semble la plus probable. Plusieurs de ses proches dont Adja Diallo ont été entendues à maintes reprises, mais l'affaire semble difficile à dénouer. Si la thèse de l'empoisonnement a circulé sur la place dakaroise, plus le temps passe, plus celle-ci devient de moins en moins probable.

IMAM NDAO

L'imam Alioune Badara Ndao et ses acolytes poursuivent leur va-et-vient entre le Commissariat central de Dakar et le Palais de justice Lat Dior. Hier, ils ont fait l'objet d'un second retour de parquet parce que d'après nos sources, le Procureur de la République n'a pas encore désigné de juge d'instruction à qui sera confié le dossier. Les mêmes sources d'ajouter que c'est aujourd'hui que le juge sera connu. D'ici là, il faut rappeler que l'imam Ndao a été déféré depuis mercredi dernier avec six autres personnes dont un autre imam, M. Sall ainsi que deux dames. Ils ont été déférés entre autres pour association de malfaiteurs, actes de terrorisme, financement du terrorisme, blanchiment de capitaux et atteinte à la sûreté de l'Etat.

MADA BA



Prévu hier, le procès opposant Awa Bâ à la chanteuse Mada Bâ a été renvoyé au 21 janvier prochain. Car la chanteuse Mada Bâ poursuivie pour diffamation n'a pas été citée à comparaître. Madjiguène Bayo, plus connue sous le nom d'artiste de Mada Bâ, est poursuivie par sa sœur Awa Bayo dite Awa Bâ pour diffamation. La chanteuse avait traité sa sœur "d'arnaqueuse et de trafiquante de visas", au cours d'une émission de télévision. Malheureusement l'affaire a fini par atterrir devant la justice au préjudice de la chanteuse mais aucune des parties n'était présente à la barre. Toutefois, tout pourrait s'arrangeait car leurs avocats sont en train d'arrondir les angles pour que le linge sale soit lavé en famille et non devant le tribunal.

FILS DE THIONE SECK

Un autre procès qui a été renvoyé, c'est celui opposant le journal "L'Observateur" au fils de Thione Seck, Seydina Alioune Seck. Le dossier a été renvoyé au 19 novembre prochain pour paiement de consignation fixée à 50 000 F CFA. Les avocats du fils du Raam daan, Mes Abdou Dialy Kane et Abdourahmane So, ont traîné en justice le canard de Youssou Ndour. Qui, dans une de ses éditions, a écrit qu'Alioune Seck a été cité par des personnes arrêtées, comme étant "le cerveau" d'un groupe qui s'active dans la multiplication de billets de banque. Lors d'un point de presse tenu après la publication de l'article, les avocats se sont dit outrés par le fait qu'on ait essayé d'établir un éventuel rapprochement entre cette affaire et l'emprisonnement de Thione Seck, placé sous mandat de dépôt depuis le 2 juin passé pour trafic de faux billets.

ABDOUL AZIZ KÉBÉ

"Si un imam viole la loi, en tant que citoyen il doit répondre de ses actes devant la loi. Il ne faut pas que l'on fasse de confusion entre celui qui commet un délit et la posture que cette personne peut avoir dans la société." C'est la position exprimée hier par le Professeur Abdoul Aziz Kébé, à l'occasion du lancement de l'Association islamique pour servir le soufisme au Sénégal. Pour le Pr Kébé, le rôle du musulman n'est pas d'exclure l'autre. Il préconise ainsi la création de cercles d'inclusion, tout en estimant qu'avec le soufisme, on parviendrait à faire comprendre aux musulmans que l'être humain "n'a pas pour vocation de créer des conflits mais de les apaiser, d'éteindre des germes de conflits". Le soufisme est, selon ses explications, une doctrine qui permet de comprendre que la responsabilité de l'individu, c'est d'abord de s'améliorer. C'est aussi de mener des combats personnels contre ses propres dérives, c'est de repousser ses propres limites, d'accroître ses propres qualités, pour les réinvestir dans la société.

CHEIKH ABDOUL AZIZ MBACKÉ

"Ce qui se passe avec le terrorisme dans le monde est un problème de culture. Mais cela peut se passer au Sénégal. Il faut prendre garde et les marabouts doivent s'investir pour sensibiliser les fidèles en leur faisant comprendre que ce qui se passe dans ces pays peut arriver chez nous. Ce sont des musulmans comme nous", a renchéri Cheikh Abdoul Aziz Mbacké, porte-parole de l'Association islamique pour servir le soufisme au Sénégal, à l'occasion du lancement de cette association. Selon M. Mbacké, pour lutter contre ce fléau, il faut que les chefs religieux soient "unis et sensibilisent" les fidèles. "L'Etat a aussi un rôle à jouer dans ce combat. Il doit lutter contre le chômage en créant des emplois pour les jeunes qui restent des proies faciles pour les mouvements djihadistes", a-t-il dit.

MATERNITÉ DE OUAKAM

Elle a fini de faire des hôpitaux et maternités son dada. Hier, la première dame Marième Sall (le Faye a disparu depuis quelque temps) a piloté la cérémonie de pose de la première pierre de la maternité de Ouakam. Une initiative des éléments français au Sénégal qui souhaitent, de la sorte, contribuer à la mise en œuvre de la politique sociale et sanitaire initiée par le Président Macky Sall. Outre le maire Samba Bathily Diallo, il y avait sur place le ministre de la Santé et de l'action sociale, Madame Awa Marie Coll Seck, Jean Félix Paganon, Ambassadeur de France au Sénégal. Le porte-parole de Marième Sall, Alioune Badara Sall (Alioune Fall), Vice-président de la Fondation Servir le Sénégal, a noté, pour s'en féliciter, le choix fait par les autorités locales et les partenaires français de donner le nom de cette maternité à Madame Annette Mbaye D'Erneville, "femme de lettres et femme de médias, brillante intellectuelle reconnue et admirée au fil du temps par plusieurs générations"; une grande dame qui, ajoutera Monsieur Fall, (pardon Sall), est "une icône des acquis et des succès de la femme sénégalaise". Il a aussi évoqué "l'espoir de voir moins de femmes succomber à un accouchement non assisté convenablement, au terme d'une grossesse qui n'a pas été suivie de manière adéquate".

BOKK GIS GIS

La Convergence démocratique Bokk Gis Gis réaffirme son ancrage dans l'opposition et dénonce la situation qui prévaut à l'Assemblée nationale. Lors de la réunion du comité directeur au siège du parti hier, présidée par son président Pape Diop, les partisans de l'ancien patron du défunt Sénat se sont prononcés sur la situation du pays. Ils accusent le pouvoir d'orchestrer la crise qui sévit au sein du Parlement. "Le comité directeur s'indigne de la manière cavalière, monarchique et antidémocratique dont s'est déroulé le renouvellement des bureaux de l'Assemblée nationale", a déclaré le porte-parole du jour Abdoulaye Seck. Selon lui, leur parti a donné un mandat à son leader pour l'engager dans toutes les luttes pour préserver les acquis démocratiques et l'intérêt supérieur de la Nation.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Société générale a dévoilé jeudi le projet de transformation de ses réseaux en France à l'horizon 2020, qui passera notamment par la fermeture de 400 agences et la suppression d'environ 2 000 postes. Le groupe espère mener ce plan, qui découle de la place de plus en plus importante du numérique dans les rapports entre les Français et leurs banques, en évitant les licenciements et en s'appuyant sur des départs naturels, a indiqué son directeur général Frédéric Oudéa, lors d'une conférence téléphonique. Selon un document interne, un tiers des 2 000 suppressions de postes auraient lieu en Ile-de-France. Les syndicats ont dénoncé une "logique purement financière" appliquée "à pas forcés", disant redouter des mobilités contraintes. "Ils forcent la main aux salariés en disant c'est ce poste-là et rien d'autre", selon Isabelle Blanquet-Leroy, de Force ouvrière, qui craint des mutations "à plusieurs centaines de kilomètres" pour certains salariés.

ENQUÊTE
Publications - Société éditrice
Boulevard de l'Est-Point E
Immeuble Samba Laobé Thiam Dakar
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur général, Directeur de publication :
Mahmoudou Wane
Rédacteur en chef :
Ibrahima Khalil Wade
Rédacteur en chef délégué :
Gaston Coly

Rédaction :
Bigué Bob, Matel Bocoum, Adama Coly, Georges Diatta, Viviane Diatta, Mame Talla Diaw, Aida Diène, Ousmane Laye Diop, Assane Mbaye, Aliou Ngamby Ndiaye, Fatou Sy, Babacar Willane
Correcteur :
Boubacar Ndiaye

Directeur artistique :
Fodé Baldé
Maquette :
Penda Aly Ngom Sène, Bollé Cissé

Service commercial :
maimounaenquete@gmail.com
Tél. : 33 825 07 31 - 778341190
70 746 50 16
Impression : **AFRICOME**

PAPE SAËR GUÈYE (MEMBRE DU COMITÉ DIRECTEUR DU PDS)

“Nous allons tout droit vers un état de siège”

La crise née du bras de fer entre Modou Diagne Fada et Abdoulaye Wade pour le contrôle du groupe parlementaire des libéraux et démocrates a débouché sur une série de violences au sein de l’institution parlementaire lors du démarrage des travaux en commission. Selon Pape Saër Guèye, responsable libéral membre du Comité directeur du Parti démocratique sénégalais, cette situation risque de mener le pays vers un état de siège. Dans cet entretien avec EnQuête, l’ancien ambassadeur itinérant sous Abdoulaye Wade brocarde le comportement du régime de Macky Sall qui, dit-il, a toujours envoyé Modou Diagne Fada en mission commandée au sein du Pds.



ASSANE MBAYE

En tant que responsable libéral, membre du Comité directeur, comment appréciez-vous la situation qui prévaut dans votre parti ?

Pour apprécier la situation de fonctionnement de notre parti, il faut se rappeler qu’en 2012, à la perte du pouvoir, le Parti démocratique sénégalais a engagé la lutte contre la fameuse traque des biens mal acquis. Cela a été une opération qui avait trois objectifs : d’abord débusquer tous les peureux, ceux qui ne se sentaient pas à l’aise dans ce combat et qui ont finalement suspendu leurs activités, ensuite déceler ceux qui étaient dans le combat et qui, à mi-chemin, se sont reprochés des choses et ont été contraints de collaborer avec le régime parce qu’on leur a exhibé des dossiers et ont été reçus au haut niveau, et enfin déterminer les militants et responsables engagés, qui ont résisté à l’ivresse du pouvoir. Ceux-là ont accepté de mener le combat. Maintenant ce sont les feuilles mortes qui sont en train de quitter l’arbre florissant qu’est Abdoulaye Wade.

A qui faites-vous allusion ?

A Modou Diagne Fada qui a toujours été un infiltré au sein du Pds. Je l’ai toujours dit. Il travaille pour le régime. Et le pouvoir, sachant que la légitimité a changé de camp, a manipulé le règlement intérieur de l’Assemblée nationale et a voulu obliger le Pds et l’opposition à se faire diriger par Modou Diagne Fada qui ne mène plus le combat. Maintenant le pouvoir de Macky Sall choisit ses opposants. Et c’est Benno bokk yaakaar, l’Assemblée nationale, l’Alliance pour la République qui le défendent. Au moment où le président Abdoulaye Wade, après les dernières élections législatives, avait baissé le nombre de députés jusqu’à 10 pour constituer un groupe parlementaire, Macky Sall élève la barre à 15 pour que d’autres formations qui sont dans Benno bokk yaakaar et qui menaçaient de quitter ne puissent pas avoir de groupe parlementaire.

Que cherchez-vous réellement dans ce combat ?

Pour nous, ce qui est important et essentiel, c’est l’appréciation que le peuple sénégalais fait de nos positions. Maintenant, ce qui se passe à l’Assemblée nationale relève tout simplement de l’illégalité qui nécessite une réaction. Parce que quand on veut nous imposer quelqu’un qui doit parler à notre nom, avec un processus qui a enfreint les dispositions légales, nous sommes dans le devoir de défendre l’Assemblée nationale et la légitimité populaire. Le pluralisme démocratique exige qu’un dialogue démocratique puisse être instauré au sein de l’hémicycle. Mais la pensée unique ne saurait prospérer dans une Assemblée. Même si on avait un seul député, il allait porter le combat et naturellement. Macky Sall sachant que si Karim Wade sort de prison, il va perdre son pouvoir, s’allie avec Moustapha Niasse pour combattre l’opposition.

Dès lors que le bureau de l’Assemblée nationale a déjà reconnu la légitimité de Fada, ne pensez-vous pas que la lutte que vous menez est perdue d’avance ?

Non. C’est comme si vous me dites qu’il y a un véhicule qui est passé par un sens interdit, maintenant il faut changer le code de la route. Quand un véhicule prend le sens interdit, il revient à la force publique et aux populations de lui donner la sanction qu’il mérite. Parce que le bureau de l’Assemblée est illégal et même la proposition des membres du bureau devait revenir aux groupes qui étaient constitués. Maintenant la jurisprudence de Rewmi est là aussi. C’est parce qu’ils ont voulu faire une forfaiture qu’ils ont rejeté la liste d’Oumar Sarr. Quand on viole la loi, la résistance s’impose. La résistance à l’oppression est un principe de droit. Nous sommes dans une situation exceptionnelle d’illégalité du bureau de l’Assemblée nationale. De manière subséquente, toutes les mesures prises par ce bureau relève de l’illégalité. Modou Diagne Fada, tout le monde sait que c’est un infiltré. Quand on cherche des maisons, des véhicules et de l’argent, on n’est plus un dirigeant politique. Un homme politique ne peut pas s’enrichir. Il faut que les Sénégalais reconnaissent que ceux qui cherchent à s’enrichir sur le dos des citoyens sont des voleurs et pas plus que cela. On ne peut pas s’enrichir dans un Etat. Si quelqu’un veut s’enrichir, il n’a qu’à aller être un homme d’affaires ou aller chercher de l’or. Mais un homme politique, dans les arcanes de la République avec un salaire et avec quelques avantages, ne peut pas être riche. Ceux qui cherchent de l’argent ne doivent pas nous diriger. Il faut qu’on en tire toutes les conséquences et qu’une nouvelle génération d’homme politique émerge. De la même manière, nous sommes en train de faire un nettoyage en notre sein, les autres partis doivent en faire de même. Parce que dans ce pays, on doit changer les repères et recadrer le débat. Il n’y a pas une génération qui est là censée prendre en charge la destinée du pays. Le Pds est un parti d’opposition et l’opposition a accepté de se consolider, dans le cadre du grand Cadre de concertation, afin d’engager l’assaut final pour qu’en 2017, Macky Sall quitte le pouvoir de la manière la plus démocratique.

Le Cadre de concertation de l’opposition a appelé à une mobilisation permanente du peuple sénégalais. Pensez-vous que la population soit en mesure d’adhérer à ce combat politique ?

Les populations sont obligées. Vous allez dans tous les quartiers de Dakar et des autres régions, les gens ne mangent plus à leur faim. L’école est actuellement dans les eaux et on est en train d’appâter les enseignants autour de mesures qui se répètent mais qui ne se traduisent pas par des faits. Au niveau des Sénégalais de l’extérieur, on est en train de politiser les chancelleries du Sénégal au moment où il n’y a aucune vision, aucune mesure institutionnelle importante pour diriger près de 3 millions de Sénégalais qui pèsent près de 800 milliards de transfert moyen par an. Vu tous ces problèmes, les populations sont obligées de sortir avec nous. Il ne s’agit pas d’aller jeter des pierres ou d’insulter des gens mais simplement de faire constater à la face du monde et à la face de ceux qui nous dirigent, qu’il y a des centaines de milliers de Sénégalais qui refusent la forfaiture qui est en train d’être faite au niveau de l’Assemblée nationale. Le PSE, dans son impulsion, nous a aujourd’hui recadrés à la 25ème position des pays les plus pauvres au monde. Le peuple est aujourd’hui contraint de prendre son destin en main. La session dernière, ils ont bunkerisé l’Assemblée nationale qui était en état de siège. Dans une République démocratique où on a gagné à plus de 50% des suffrages, est ce qu’on a besoin de la gendarmerie pour sécuriser les travaux de commissions ?

La bataille rangée qui s’est déroulée récemment à l’Assemblée nationale ne participe-t-elle pas à ternir l’image de notre démocratie ?

Cette situation est désolante mais elle est due au comportement du régime. Parce que c’est la majorité qui est venue trouver Aïda Mbodji pour l’agresser, qui est venue mettre ses femmes au devant en chair à canon pour violenter Oumar Sarr et Mamadou Diop Decroix. L’opposition ne pouvait que réagir dès lors que la légitime défense est un principe du droit.

Quelle est la suite à donner à votre combat ?

Tant que Moustapha Niasse continue de nous imposer cette situation d’illégalité et de forfaiture, nous allons nous battre. Et l’opposition va user de toutes les voies démocratiques de mobilisation et de légitimation pour procéder à un blocage du travail parlementaire. Nous allons vers l’Etat de siège au Sénégal parce que ce sera le peuple qui va sortir de lui-même. ■

OFFRES D’EMPLOI

Dans le cadre de son installation, société de la place recherche les profils pour les postes suivants :

-DRH H/F -Responsable RH H/F -Assistant RH Bilingue H/F -Assistante de direction bilingue -Assistant Administratif H/F -Secrétaire bilingue Expérience exigée: 3 à 5 ans minimum dans le domaine	-DAF H/F -RAF H/F -Assistant Admin et Financier H/F anglais bilingue serait un plus -Assistant Comptable H/F -Contrôleur de gestion -Comptable H/F Expérience exigée: 3 à 5 ans minimum dans le domaine
-Directeur Commercial H/F -Responsable commercial H/F bilingue -Commerciaux H/F -Assistante commerciale bilingue -Chargé de clientèle H/F Bilingue Expérience exigée: 3 à 5 ans minimum dans le domaine	Responsable Logistique H/F bilingue -Archiviste Documentaliste H/F - Interprète-Operateur (trice) de saisie bilingue -Réceptionniste bilingue -Chef cuisinier-cuisinier- Expérience exigée: 3 à 5 ans dans le domaine
-Administrateur Réseaux -APD Telecom -Technicien réseaux -Technico-commercial domaine électrique -Roll Out Manager Telecom Expérience exigée: 3 à 5 ans minimum dans le domaine	-Ingénieur: Laborantin/ Génie-civil/Topographe Expérience exigée: 3 à 5 ans minimum dans le domaine --- -Conducteur-Chauffeur Chariot/Niveleuse/Pelle/Grue/Mini Bus etc. Expérimenté parlant couramment le français expérience exigée 3 ans minimum dans le domaine
-Ingénieur Electromécanicien -Electromécanicien + énergie bilingue -Electrotechnicien bilingue -Electricien-Mécanicien parlant français Expérience exigée : 3 à 5 minimums dans le domaine	-Agent de sécurité: Ancien militaire de moins de 40 ans parlant couramment le français expérience exigée 1 à 2 ans minimum dans le domaine

Dépôt de candidature :
Envoyer votre CV à l’adresse e-mail suivante: drhrecrut2016@gmail.com

IMAM CHEIKH OUMAR KOUTA

“L’époque du djihad est terminée depuis le temps du Prophète”

Les récentes arrestations de religieux sénégalais accusés d’apologie du terrorisme n’ont pas laissé indifférente l’Association pour la promotion des valeurs islamiques et la préservation du cadre de vie. Laquelle a organisé hier une conférence de presse pour condamner les prédications à connotation terroriste tout en exigeant une justice transparente et équitable.



MAMADOU DIALLO

“L’époque du djihad est terminée depuis le temps du Prophète, Mohamad PSL”. C’est par ces propos que l’imam Cheikh Oumar Kouta a condamné les sermons de ses pairs qui font l’apologie du terrorisme. Lors d’une conférence de presse tenue hier par l’Association pour la promotion des valeurs islamiques et la préservation du cadre de vie (APVIPCV), il a rappelé que les enseignements de l’Islam sont contre tout projet de déstabilisation de la société. A l’en croire, l’Islam est une religion de paix et de tolérance qui accepte la différence. “Notre religion interdit à une personne de se suicider à plus forte raison d’ôter la vie autrui”, a-t-il déclaré. Selon le président de l’APVIPCV, l’islam est une institution à l’image de celle d’un pays. En tant que telle, elle ne saurait à son avis cautionner certains agissements visant à déstabiliser la société.

Revenant sur les arrestations de religieux pour incitation présumée au terrorisme, l’imam a exigé que la lumière soit faite sur cette affaire. “L’accusation ne suffit pas. Il faut des preuves. On ne doit pas condamner des individus sur la base des simples soupçons”, a-t-il indiqué. D’après M. Kouta, vérité, transparence et équité doivent sous-tendre les décisions de justice. Celle ci, a-t-il ajouté, ne doit pas être rendue dans l’unique dessein de servir les intérêts crypto personnels d’un individu. Ces principes sacro-saints sont, selon lui, tout comme la loi, le socle de la justice enseignée par la religion islamique. A ses yeux, donc, la justice n’est qu’un instrument pour rétablir la vérité.

Poursuivant son propos, le président de l’Association pour la promotion des valeurs islamiques et la préservation du cadre de vie, soutient que la secte islamique nigériane Boko Haram devenue Etat islamique n’a aucun objectif à part celui de nuire et d’attenter à la vie des innocents. “Ce sont des gens à combattre et non à encourager. Ils tuent des hommes et enlèvent des femmes et des enfants. L’Islam est contre cela”, a-t-il condamné. A l’en croire, cette organisation terroriste existe depuis plusieurs décennies au Nigeria. Mais c’est seulement au cours de ces dernières années que l’organisation, de par ses actes irresponsables, s’est fait connaître à l’échelle internationale, notamment au Sénégal.

L’imam a enfin invité les Sénégalais à valoriser l’héritage légué par les grands chefs religieux du pays. “Nous devons changer de comportement et nous inspirer de Cheikh Amadou Bamba, Cheikh Ibrahima Niass, El Hadji Malick Sy, Seydina Limamoulaye, etc. Ils ont toujours prôné la paix et l’unité nationale”, a-t-il rappelé. ■

DÉTOURNEMENT DE TIMBRES FISCAUX À LA DGID

2 milliards de F CFA réclamés aux prévenus qui encourent entre 5 ans et 7 ans

Des peines fermes allant de 5 à 7 ans de prison et des dommages et intérêts d’un montant de 2 milliards de F CFA. C’est la sanction encourue par les sept personnes renvoyées devant le tribunal correctionnel de Dakar, dans l’affaire de détournement de timbres fiscaux d’une valeur de 1 milliard 16 millions de F CFA découverte en 2014, à la Direction générale des impôts et des domaines (DGID).

FATOU SY

Sur la dizaine de personnes qui a été arrêtée lorsque le réseau de trafic de timbres fiscaux a été démantelé en novembre 2013, à la Direction générale des impôts et domaines (DGID), seuls sept ont été finalement renvoyés en jugement devant le tribunal correctionnel de Dakar. Les six ont comparu hier, mais le septième, Djiby Demba Kâ, un vendeur de timbres établi à l’avenue Peytavin, a fait défaut. C’est pourquoi le représentant du parquet a demandé que les 5 années qu’il a requises contre lui soient assorties d’un mandat d’arrêt. Quant à ses coïnculpés, les chauffeurs Pape Moussa Gaye et Bassirou Ndiaye ainsi que les manutentionnaires Ibou Sané, Lamine Sané et Seydou Sané, ils encourent 6 ans ferme. En revanche, El Hadj Malick Ndiaye risque 7 ans ferme. Car, outre les faits d’association de malfaiteurs et détournement de deniers publics, le coursier Ndiaye est également poursuivi pour corruption passive. Selon les enquêteurs de la Section de recherches de la gendarmerie de Colobane, le prévenu leur avait proposé la somme de 3 millions de F CFA pour obtenir sa liberté.

“Il s’agit plutôt de 18 millions et les gendarmes m’ont contraint à le retirer de mes comptes”, a rectifié le coursier tout en niant avoir cherché à corrompre les pandores. Par rapport aux faits de détournement, El Hadj Malick Ndiaye a catégoriquement nié les faits en laissant entendre qu’il n’a rien à voir avec les timbres et qu’il n’a fait aucun aveu à l’enquête. Ses coprévenus ont abondé dans le même sens et ont justifié leurs aveux par la pression. Toutefois, l’ex-chauffeur de la directrice générale des impôts et des domaines sortante, Bassirou Ndiaye, a reconnu les faits. A ce effet, il a confié que Ibou Sané lui a offert des timbres d’une valeur de 750 000 F CFA qu’il a revendus à 200 000 F CFA à Djiby Demba Kâ. Selon ses dires, son coprévenu a ramassé les timbres à la décharge de Mbeubeuss où ils étaient partis un jour pour incinérer de vieux timbres. Malgré les accusations constantes du chauffeur, Ibou Sané a contesté les faits. Idem pour Pape Moussa Gaye qui a réfuté avoir reçu 10 feuillets de timbres de la part d’un certain Mamadou Ndiaye.

Contrairement aux allégations des prévenus, l’agent judiciaire de l’État (AJE) considère que les six agents ont une proximité avec les timbres fiscaux, surtout que l’enquête a révélé qu’il y avait une défaillance au niveau de la sécurité. Pour le préjudice, il a réclamé des dommages et intérêts d’un montant de 2 milliards de F CFA.

Pour la défense, l’on veut se faire de l’argent sur le dos de leurs clients. “Les 20 millions trouvés dans le compte de El Hadj Malick Ndiaye sont loin d’atteindre les 2 milliards”, a soutenu Me Borso Pouye. Encore que, selon Me Babacar Mbaye, son client peut bien posséder une telle somme puisque parallèlement à son travail de coursier, Ndiaye s’active dans la vente de terrains et de véhicules. Quoi qu’il en soit, Me Baboucar Cissé considère que leurs clients ne sont que des lampistes. “Où sont les inspecteurs qui ont accès au magasin ?” s’est-il interrogé avant d’ajouter que l’inspecteur Mamadou Lamine Bâ qui gérait le magasin où sont gardés les timbres a bénéficié d’un non-lieu car il avait menacé de “tout déballer et de dénoncer tous ses collègues”. En somme, pour Me Ousseynou Ngom et Ndiène Ndiaye, il y a un problème d’imputabilité des faits. Par conséquent les prévenus doivent être relaxés.

Le seront-ils ? Les six agents qui sont en prison depuis février 2014 seront édifiés sur leur sort le 17 décembre prochain. ■

LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE DES JEUNES ET LES INÉGALITES SOCIALES

La Belgique et le Sénégal unissent leurs forces

L’Assemblée nationale sénégalaise reçoit pour quatre jours le Parlement Belge. Une visite qui vise à régler les problèmes sociaux des deux pays dont le plus urgent reste le chômage des jeunes.

Les parlementaires de la communauté française de Belgique/ fédération de Wallonie-Bruxelles effectuent une visite de quatre jours au Sénégal. Cette délégation conduite par son excellence Philipe Courad, président du Parlement Belge, en est à sa deuxième visite après celle d’avril 2013. Les parlementaires des deux pays vont se pencher sur 18 dossiers entre le 04 et le 08 novembre 2015. Ainsi l’éducation, l’emploi des jeunes, les échanges universitaires, les échanges d’expériences en matière de protection de l’environnement et de la nature seront au menu des discussions. Mais également des échanges dans les grands dossiers internationaux comme le commerce transfrontière nord/ sud, la lutte contre le terrorisme et le “djihadisme”, la navigation maritime et les échanges commerciaux....

Selon le président parlementaire belge, l’emploi des jeunes est un problème dans leur contrée. “Notre jeunesse constitue une richesse mais également un défi, nous rencontrons les mêmes problèmes que ceux du Sénégal. Nous avons une société qui n’arrive pas à trouver des emplois à ces jeunes diplômés”, a révélé Philippe Courad. Dans sa lancée, le député belge soutient que le monde est devenu un village planétaire ou la collaboration et la coopération doivent pouvoir être menées entre différentes instances pour ouvrir une réflexion et faire avancer les choses. “Le seul souci que l’on doit avoir quand on fait de la politique soit en Belgique ou au Sénégal est de satisfaire l’intérêt général et permettre à chaque citoyen de bien vivre et dans de bonnes conditions”, a rajouté Philipe Courad.

Pour sa part, le Président de l’Assemblée nationale sénégalaise a rappelé les deux axes fondamentaux dans ces accords : le statut de la femme dans le monde et dans les sociétés modernes et le chômage des jeunes. Moustapha Niasse a tenu toutefois à rassurer : “Il y a 18 dossiers qui, pendant 4 jours, vont être passés en revue, examinés, analysés et faire l’objet d’un texte qui est déjà préparé. L’objectif est que tous les accords soient signés avant que la délégation ne quitte Dakar.” ■

HABIBATOU TRAORE (STAGIAIRE)

MANQUE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Le premier frein à l'emploi des jeunes

Le Sénégal doit relever le défi de la qualification professionnelle pour arriver à mettre en place une bonne politique nationale de l'emploi. Le ministre de la Jeunesse Mame Mbaye Niang est d'avis que cette question est un "problème sérieux auquel notre jeunesse est confrontée".

ALIOU NGAMBY NDIAYE

Le gouvernement du Sénégal compte s'attaquer à la problématique de l'emploi. Il a lancé, hier, une nouvelle politique nationale sur l'emploi pour la période 2015-2019. Depuis plusieurs années, les gouvernements qui se sont succédé à la tête de ce pays n'ont pas réussi à résoudre la lancinante question du chômage qui est plus élevé chez les jeunes âgés de 15 à 35 ans. Pour cette tranche de la population, le taux de chômage varie entre 12,7 à 26,6%. "Aujourd'hui, l'emploi doit être une priorité nationale", plaide le vice-président du Conseil national du patronat. Pour Aimé Sène, un taux de chômage de plus de 25% dans la tranche des jeunes de moins de 35 ans, "c'est trop", "beaucoup trop". C'est pourquoi, il pense que le chemin à parcourir est encore long pour permettre à la jeunesse de trouver un travail. Cela, dit-il, nécessite un accompagnement car il faut que les jeunes puissent "avoir connaissance des déterminants qui régissent le marché de l'emploi" au Sénégal.

Cependant, même si la volonté politique est là, il n'en demeure pas moins que le Sénégal est confronté à "un problème sérieux". Selon le ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne, la jeunesse est confrontée à un problème de qualification. Pour lui, cet héritage date de plusieurs années où l'école sénégalaise ne formait que des diplômés sans aucune qualification professionnelle. Régler cette problématique revient, d'après Mame Mbaye Niang, à prendre en compte cet aspect du problème. Déjà, dit-il, le gouvernement a amorcé quelques ébauches de solutions avec la création de 17 lycées techniques professionnels, des domaines agricoles communautaires pour les chômeurs non qualifiés. "Régler le problème de l'employabilité, c'est régler le problème de la formation. Cependant, ce problème ne peut pas être réglé dans l'immédiat", reconnaît le ministre de la Jeunesse qui estime à plus de 42% les chômeurs qui n'ont aucune qualification professionnelle. Toutefois, il appelle tous les segments de l'économie à s'impliquer pour que cette nouvelle politique nationale de l'emploi puisse être une réussite. Avec ce nouveau schéma, l'accent sera mis, promet-il, sur "l'agriculture au sens large" mais aussi sur le secteur informel pour arriver d'ici 2019 à créer des emplois massifs.



Mame Mbaye Niang

Par ailleurs, même si la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal reconnaît que de nouveaux emplois ont été créés ces dernières années, elle reste persuadée que "beaucoup de ces emplois sont à statut précaire". Ainsi, la CNTS appelle à une création d'emplois mais aussi à la protection de l'existant qui est de plus en plus menacé. ■

DÉTOURNEMENT PORTANT SUR PRÈS DE 500 MILLIONS DE F CFA

Le comptable et le clerc de Me Nafissatou Diop Cissé encourent 6 ans et 10 ans d'emprisonnement

Dans les liens de la détention depuis 3 ans 4 mois, Oumar Ndiaye va encore prendre son mal en patience d'ici le délibéré de son jugement, prévu le 7 janvier prochain. Comptable depuis 22 ans au cabinet de la notaire Me Nafissatou Diop Cissé, il est accusé d'avoir détourné la somme de 493 619 208 F CFA. Il est poursuivi en même temps que le clerc de la notaire, Assane Diome mais celui s'est fondu dans la nature. C'est pourquoi, seul le comptable a comparu pour les faits d'association de malfaiteurs, de détournement de deniers publics, et de faux et usage de faux en écriture privée de banque et de commerce.

En effet, tout est parti en 2012, quand Me Cissé s'est rendu compte d'un écart entre l'état des caisses et celui des chiffres au niveau de ses différents comptes bancaires. C'est ainsi qu'elle a appelé ses employés chargés de gérer ses fonds. Et à sa grande surprise, une caissière lui a révélé que des agissements délictuels ont été opérés sur son dos. En réalité, l'argent encaissé auprès de ses clients n'était pas reversé dans les comptes du cabinet. Ainsi le comptable et le clerc sont invités à une séance d'explications. D'après les avocats de la notaire, Assane Diome a reconnu les faits et s'était même engagé à rembourser un acompte de 93 millions. Sauf que le clerc n'a pas respecté ses engagements et s'est même fondu dans la nature.

Mais hier, à la barre, le comptable s'est défaussé sur le clerc en niant catégoriquement avoir détourné le "plus petit centime". Car, à en croire Omar Ndiaye, il était certes comptable mais il n'avait pas "de droit de regard sur la caisse" car cela incombait à la caissière. Il est même allé jusqu'à dire qu'il n'a jamais encaissé un chèque. Un témoin l'a contredit et a même révélé avoir reçu une somme de 50 000 F CFA de la part du prévenu.

Non convaincus par les dénégations du prévenu, les avocats de la partie civile ont soutenu qu'une aussi forte somme qui avoisine les 500 millions ne saurait être vidée des comptes du notaire sans l'avis d'un comptable. Pour eux, il est clair que le comptable veut tout mettre sur le dos du clerc alors que le rapport d'expertise montre que le comptable créditait son compte personnel à un rythme fréquent avec des sommes allant parfois jusqu'à 700 000 F CFA.

Pour le préjudice, les conseils de la notaire ont réclamé 700 millions de F CFA. Aussi ont-il jugé "fantaisiste" la somme de 493 millions réclamés par l'Agent judiciaire de l'Etat, Babacar Bâ. Compte tenu du fait que les notaires sont considérés comme des fonctionnaires, l'AJE estime que l'argent détourné est un bien de l'Etat et le cabinet doit être déclaré civilement responsable.

Le représentant du parquet a requis 6 ans ferme pour Omar Ndiaye et 10 ans ferme pour Assane Diome. Il a également demandé la confiscation de tous les biens des prévenus.

Délibéré le 7 janvier prochain. ■

CHEIKH THIAM

CADRE DE CONCERTATION DES CINQ SYNDICATS
DU PORT AUTONOME DE DAKAR / AMICALE DES FEMMES DU PORT AUTONOME DE DAKAR

DÉCLARATION

- Considérant l'importance du Port Autonome de Dakar dans l'économie nationale et sous régionale ;
- Considérant le rôle éminemment stratégique que joue le PAD dans la mise en œuvre du plan Sénégal émergent ;
- Considérant les attaques crypto personnelles émanant des lobbys au dessein inavoué contre son Directeur Général, le Dr Cheikh Kanté ;
- Considérant les stratégies de règlements de comptes politiques actuellement déplacées dans la gestion même du port.

Nous, cadre de concertation des syndicats représentant les travailleurs du PAD, dénonçons avec la dernière énergie ces tentatives qui ne visent qu'à distraire une certaine partie de l'opinion publique et saper les fondements de l'action politique du Dr Cheikh KANTE auprès de son Excellence Macky Sall.

C'est pourquoi, le cadre tient à rappeler que depuis l'avènement du Dr Cheikh KANTE à la tête du PAD d'importants acquis sociaux ont été obtenus **au profit du personnel mais également la mise en œuvre d'une politique stratégique** de rénovation, de développement et de modernisation de l'outil portuaire. Ceci a aujourd'hui abouti à une large reconnaissance, comme en attestent les prix décernés au plan international et les certifications obtenues au niveau de la qualité, environnement et sécurité. On peut aussi souligner l'amélioration de l'activité portuaire dans plusieurs domaines dont entre autres :

- le dragage du chenal d'accès ;
- l'élaboration de la politique de spécialisation des quais ;
- le certificat de satisfecit délivré au PAD, par la **Garde côtière des USA** au terme de leur audit du dispositif de **sûreté,** comme étant le **leader de la sous-région en matière de sûreté portuaire ;**

La reconfiguration et la reconstruction du nouveau Wharf pétrolier, un joyau de l'économie nationale avec des chargements qui passeront de 250 tonnes à l'heure à 2000 tonnes. ;

- le trafic export record de 100.000 tonnes de coton malien engrangé en 2015 avec la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (C.M.D.T) ;

Au regard de toutes ces considerations, le cadre continuera de jouer son rôle avant-gardiste dans la défense des intérêts matériels et moraux de l'entreprise et des ses travailleurs donc de son Directeur Général.

SEYNI MBOW COORDONNATEUR
CADRE DE CONCERTATION

FLORAISON DE SKETCHES "NDOGU" DURANT LE RAMADAN

Quand la quantité prime sur la qualité

Pendant deux jours, le Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) a invité les acteurs du théâtre et des universitaires à échanger sur la qualité des contenus des sketches "ndogu".

BIGUE BOB



Les séries télévisées locales pullulent sur les chaînes sénégalaises. Elles sont nombreuses et se ressemblent presque toutes. Cependant, la qualité est-elle au rendez-vous, se demande-t-on. Le Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) pose le débat. "Les séries télévisées : cas particulier des sketches ndogu ; le défi de la qualité face à la tentation de la quantité", était en effet le sujet de l'atelier de deux jours initié par le CNRA et qui s'est tenu les 4 et 5 novembre. Ainsi, c'est hier que s'est tenue la cérémonie de clôture dans un hôtel de la place.

Pendant ces 48h, acteurs, producteurs, comédiens, réalisateurs, techniciens, universitaires et hommes de médias ont échangé sur la matière. Il est ressorti des débats que des problèmes, il y en a et il y en a même beaucoup. Ils vont de l'écriture à la réalisation en passant par le jeu d'acteur. "Dans toutes les chaînes, tout se ressemble. Dans les sketches, rien n'est écrit", déplore la comédienne Joséphine Mboup. Pourtant, il faut bien des scénarii comme l'a rappelé le cinéaste Ngaïdo Bâ. Et même si certains écrivent, ils ne sont pas vraiment des scénaristes. Alors que ce sont ces derniers qui devraient faire cela. C'est pourquoi des impairs sont notés même auprès de ceux qui essaient de coucher sur papier des dialogues et de ficeler une histoire. "L'écriture pose problème. On doit la revoir", suggère le comédien thiessois Cheikh Seck.

Cependant, pour résorber cet écueil, il faut une volonté politique forte. Car, "il n'y a nulle part au Sénégal où l'on apprend à écrire des scenarii", selon le producteur de la série Abu Bilal et journaliste Aliou Ndiaye. Néanmoins, il existe des scénaristes au Sénégal. C'est aux producteurs et réalisateurs d'aller les chercher. Et non pas le contraire. Pourtant, c'est ce qu'ils attendent, du moins si l'on se fie à la réaction du producteur et réalisateur Mouhamadou Bitèye. "Il faut que les scénaristes viennent nous proposer des choses", déclare-t-il. Mais comme le remarque le président national de l'association des artistes comédiens du théâtre sénégalais (ARCOTS) Pape Faye : "N'est pas scénariste qui veut. Il faut des prédispositions et une formation." C'est pour cela que ceux qui écrivent ces scénarii ne savent même pas ce que le public attend d'eux. "Ils cherchent juste coûte que coûte à faire rire", constate Lamine Ndiaye. Alors, "qu'ils devaient apporter des réponses pédagogiques aux questions du jeûneur", considère Pape Faye. Par ricochet, "ils parlent de tout sauf des actes prohibés", trouve-t-il. Dès lors se pose la question du rôle que doit jouer le comédien dans la société.

Recherche de gains

De l'avis de Cheikh Seck, "le comédien doit chercher à éduquer la masse. Celui qui suit le sketch doit y apprendre des choses essentielles sur le ramadan comme ce qu'il ne faut pas faire quand on a jeûné, etc.". Un avis que ne partage pas le journaliste Dame Babou. "On veut que les comédiens remplacent les imams et les enseignants à l'école et ce n'est pas leur rôle. Quand on écrit d'une certaine façon, on ne va pas nous suivre", estime-t-il. Et comme le souligne le comédien Ibrahima Mbodji alias Lamarana : "C'est le public qui réclame ces genres de sketches." "Quand on sort dans la rue, les gens font des critiques sur ce que nous faisons en nous disant ce qu'ils ont aimé et ce qu'ils n'ont pas apprécié. Et le juge est le grand public", indique Aliou Ndiaye. En revanche, ce n'est pas parce que les Sénégalais suivent qu'ils aiment forcément. Comme l'a dit Boubacar Bâ : "Le Sénégalais se contente de ce qu'il a, mais sait ce qui est bien." Et tout n'est pas bien dans ces séries. Les comédiens en sont conscients. "J'accepte les critiques. Les sketches, c'est du n'importe quoi. C'est vrai qu'il n'y a pas de bons contenus dans les séries du ramadan. Mais il faut que je vive. Il faut que je paie mes factures", s'écrie Lamarana. Ainsi, la recherche de gains explique quelque part le nombre pléthorique de sketches durant le ramadan. Chaque série a de multiples sponsors. La publicité faite dans ces "sketches" est même parfois "agressive". "Le public n'est pas dupe quand les gens parlent d'un produit d'une certaine manière dans le sketch, il sait que les comédiens font à cet instant de la publicité", affirme le Pr Massamba Guèye. Et plus grave encore, "la publicité prime même sur le jeu d'acteur", renchérit Joséphine Mboup.

Au-delà de l'écriture, des insuffisances sont notées ailleurs. "Je trouve qu'il y a des fautes d'alphabet cinématographique", dit Ngaïdo Bâ. Ce qui pourrait être évité si les gens étaient bien formés. "Ces gens-là n'ont pas appris le métier", constate malheureusement l'acteur et comédien Lamine Ndiaye. Ce qui explique quelque part ces manquements. La professionnalisation s'impose donc. Il urge alors pour les télévisions d'avoir des comités de lecture et de visionnage comme le stipule d'ailleurs la loi. Cela éviterait "de faire passer tout et n'importe quoi à la télé", conclut Ngaïdo Bâ. ■

PROJECTION INAUGURALE CINÉCYCLO

Du cinéma itinérant à vélo

Le fondateur du projet de Cinécyclo Vincent Hanrion a présenté mercredi à la presse son initiative à l'Aula Cervantès.



Démostration de Vincent Hanrion

AMINATA FAYE (STAGIAIRE)

Le projet est innovant et son initiateur en est à son premier essai. Mais souhaite rendre pérenne l'exécution de ce projet en faisant le tour d'un pays chaque année. Cinécyclo, en effet, tel que présenté avant-hier par Vincent Hanrion, son inventeur, est une série de projections de films dans diverses zones du Sénégal. La particularité de ces diffusions sur grands écrans ne réside pas dans le choix des pellicules à montrer mais plutôt dans la manière de le faire. "Le vélo sera l'unique moyen de locomotion et fournira la totalité de l'électricité nécessaire aux projections grâce à une génératrice à pédales conçue spécialement pour l'occasion. Il s'agit donc d'une station de diffusion vidéo mobile écologique et électriquement autonome. C'est une innovation dans le monde du cinéma. Une projection de films dont le vélo sera l'unique moyen de locomotion et fournira la totalité de l'électricité nécessaire aux projections. Pédaler en visionnant des films de développement d'animation. Plus on pédale vite et bien, plus la recharge est rapide et la projection réussie. Une série de projections qui se tiendra dans les villages isolés dépourvus d'électricité", indique-t-on sur la fiche de présentation du projet. Ainsi, des projections gratuites en plein air de village en village vont être offertes.

La première séance est prévue le 15 novembre 2015 et la dernière le 1er juin 2016. Vincent Hanrion et son équipe feront 3 000 kilomètres de trajet et 40 soirées de projections de films toutes gratuites. Ce projet est aujourd'hui exploitable au Sénégal grâce à l'ambassade d'Espagne au Sénégal, au service culturel de l'ambassade de France et de la direction des parcs nationaux du Sénégal. Après chaque diffusion est prévu un débat sur diverses questions et une visite dans le patelin hôte.

Cinécyclo Tour du Sénégal ira dans des villages de Ziguinchor, Kolda, Tambacounda, Kédougou, Kaffrine, Kaolack, Fatick, Thiès, Diourbel, Louga, Saint-Louis et Dakar. Trois films africains tournés en Afrique sont à l'affiche ainsi que des films d'animation de réalisateurs indépendants et films institutionnels qui sensibilisent sur des sujets particuliers comme l'importance de l'agriculture et la sensibilité de l'environnement. Le court métrage "Binta et la grande idée" nommé Oscar en 2007 et réalisé par l'Espagnol Javier Fesser, "Luminariste" de Cinécyclo et "Prémisses" sont les trois films du catalogue qui ouvriront le Cinécyclo tour Sénégal à Dakar. ■



LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT AU SÉNÉGAL

670 millions de F Cfa et deux terrains recouvrés

Dans la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, l'Etat du Sénégal a réussi à recouvrer plus de 670 millions de F Cfa. Des résultats qui font du Sénégal un exemple à suivre dans l'Union économique monétaire ouest-africaine (Uemoa), selon le dernier rapport du Giaba.



Adama Coulibaly Dg GIABA

ANDRE BAKHOUM (MBOUR)

Le Sénégal est champion en Afrique de l'Ouest en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux. Il reste le pays qui a fait plus de résultats sur les 15 Etats de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO). Ce satisfécit lui a été décerné par le directeur général du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'ouest (Giaba). Adama Coulibaly s'exprimait hier, à Saly, à l'occasion de la 24e réunion plénière de la commission technique du Giaba. A l'en croire, "le Sénégal reste l'un des pays les plus performants en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent". "Ce ne sont pas des considérations politiques mais la réalité sur le terrain", déclare-t-il. Le prochain rapport de 2014 que le Giaba va bientôt publier démontre à suffisance que la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux a porté ses fruits. "670 millions de francs CFA, soit plus d'un million d'euros et deux terrains ont été recouvrés auprès des personnes qui ont été condamnées", révèle le président de la Cellule nationale de traitement des informations financières (Centif). Mais cette condamnation ne concerne pas les hommes politiques, précise Waly Ndour. "Aucun homme politique ne fait parti du recouvrement. En plus, il y a lieu de noter que ce sont des Sénégalais et des étrangers résidant au Sénégal sur qui les sanctions sont tombées", clarifie-t-il.

Pour le correspondant du Giaba au Sénégal, ce travail a été possible grâce au concours combiné de la cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF), de la société civile, du ministère des Finances, du garde des Sceaux et du ministère de la Sécurité publique. Toutefois, "il reste encore des lacunes qui font que dès qu'une personne est condamnée, il doit y avoir une mobilisation de toutes les structures pour récupérer les biens volés", avise Waly Ndour.

De son côté, le secrétaire général du ministère de l'Economie, des Finances et du Plan se félicite de "l'effort consenti par le Sénégal dans la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent". "Notre pays est inscrit dans l'émergence à l'horizon 2035. Le président Macky Sall a posé des jalons forts pour lutter contre toute forme de corruption et de blanchiment. C'est pourquoi il a créé l'Office national de la lutte contre la corruption (Ofnac). La fraude fiscale, la corruption etc., constituent des actes de blanchiment d'argent", croit savoir Cheikh Tidiane Diop. Ce dernier d'ajouter : "Cet argent est souvent utilisé dans l'immobilier. Et avec ce qui se passe au Mali où les terroristes sont souvent plus équipés que les armées nationales, les Etats doivent redoubler d'efforts pour lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent." ■

HARMONISATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

L'entente interdépartementale portée sur les fonts baptismaux

Harmoniser les interventions pour propulser la région de Ziguinchor vers l'émergence qui endiguera dans cette partie sud du pays, entre autres, la pauvreté, le chômage et le sous- emploi des jeunes et des femmes, est l'ambition affichée par l'Entente interdépartementale de Ziguinchor.

Les conseils départementaux de Bignona, Ziguinchor et Oussouye ont porté hier sur les fonts baptismaux l'Entente Interdépartementale de Ziguinchor (EIZ). La cérémonie officielle de lancement de cette nouvelle structure a eu pour cadre le Conseil départemental de Ziguinchor, en présence des autorités locales, des partenaires au développement mais également des populations, notamment celles du département de Bignona qui se sont déplacées massivement pour prendre part à la rencontre.

Le président du conseil départemental de Bignona, le météorologue Mamina Camara, a été porté à la tête de "ce bloc d'entente" qui, de l'avis de Seydou Sané, le 1er adjoint au maire de Ziguinchor, va faciliter et renforcer les liens de solidarité entre les départements de Bignona, Ziguinchor et Oussouye. Expliquant les raisons de la création de cette Entente, Mamina Camara a indiqué que le Code Général des Collectivités Locales, consacrant l'acte III de la décentralisation au Sénégal, après avoir créé les collectivités et les départements, a prévu la possibilité de création d'Ententes entre plusieurs départements liés par l'histoire, la géographie et la culture. "C'est ce contexte favorable qui a poussé les présidents des trois collectivités que sont Bignona, Oussouye et Ziguinchor à unir leurs forces et leurs énergies pour mettre en place un regroupement appelé Entente Interdépartementale de Ziguinchor dont le siège est à Ziguinchor", a-t-il déclaré.

Selon lui, l'Entente ambitionne de propulser la région vers l'émergence qui endiguera dans la région la pauvreté, le chômage, le sous emploi des jeunes et des femmes. Pour y parvenir, l'Entente, outre les actions de l'Etat et des Ong, compte s'appuyer sur la coopération décentralisée. "Nous allons profiter de cette opportunité pour augmenter nos ressources et faire face aux défis qui se dressent à travers nos voies. Nous pensons aussi à la valorisation de nos produits locaux à travers l'installation partout de petites unités de transformation, les unités de froid pour la conservation des productions agricoles, halieutiques, forestières et fruitières", a promis M. Camara. Énumérant les grands domaines d'intervention de l'Entente, il a indiqué que le nouvel cadre mènera, partout sur le territoire régional, une politique hardie pour la préservation, la restauration de l'écosystème, la défense de l'environnement menacé et le pillage organisé des ressources naturelles.

Autre axe d'intervention de l'Entente, le secteur de la santé, selon son président. "L'Etat a certes beaucoup fait ces dernières années au niveau des hôpitaux de Ziguinchor. Mais il reste Bignona. Nous allons participer à l'équipement et le bon fonctionnement des structures sanitaires de nos localités", a soutenu le président de l'Entente qui compte par ailleurs joindre les efforts de l'Entente à ceux de l'Etat qui déroule, selon lui, une vaste politique de modernisation des secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. ■

HUBERT SAGNA (ZIGUINCHOR)

SENEGAL HANDLING SERVICES

SHS sacrée « Meilleure Société d'Assistance de l'Afrique de l'Ouest » par South African Airways Cargo



Johannesburg, 21 Octobre 2015 - La société Senegal Handling Services (SHS) a été reconnue, par South African Airways Cargo (SAA Cargo), comme la meilleure société d'assistance en escale de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine du traitement fret, ainsi que la Société d'Assistance dont les rapports sont les plus élaborés et précis, sur l'année 2014-2015.

C'est pour la deuxième fois consécutive que SHS se voit décerner le titre de « Meilleure Société d'Assistance en Escale en Afrique de l'Ouest » par SAA Cargo. A cela s'ajoute le titre de Société d'Assistance avec les rapports les plus élaborés et précis de toutes les escales de SAA Cargo en Afrique.



Appréciant cette double distinction, M. Mansour Sambe, Directeur général de SHS, a déclaré : *« Nous saluons notre collaboration de longue date avec notre Partenaire et Client, la South African Airways, avec qui nous travaillons depuis 2005. Nous la remercions d'avoir reconnu le travail et le professionnalisme de nos employés.*

Nous dédions cette consécration aux employés de SHS, que nous félicitons pour le travail abattu sur le terrain 24h/24, et qui font de SHS une société définitivement tournée vers le défi d'un Sénégal Emergent dont nous nous ambitionnons d'être pleinement un acteur à travers le secteur de l'aéroportuaire ».



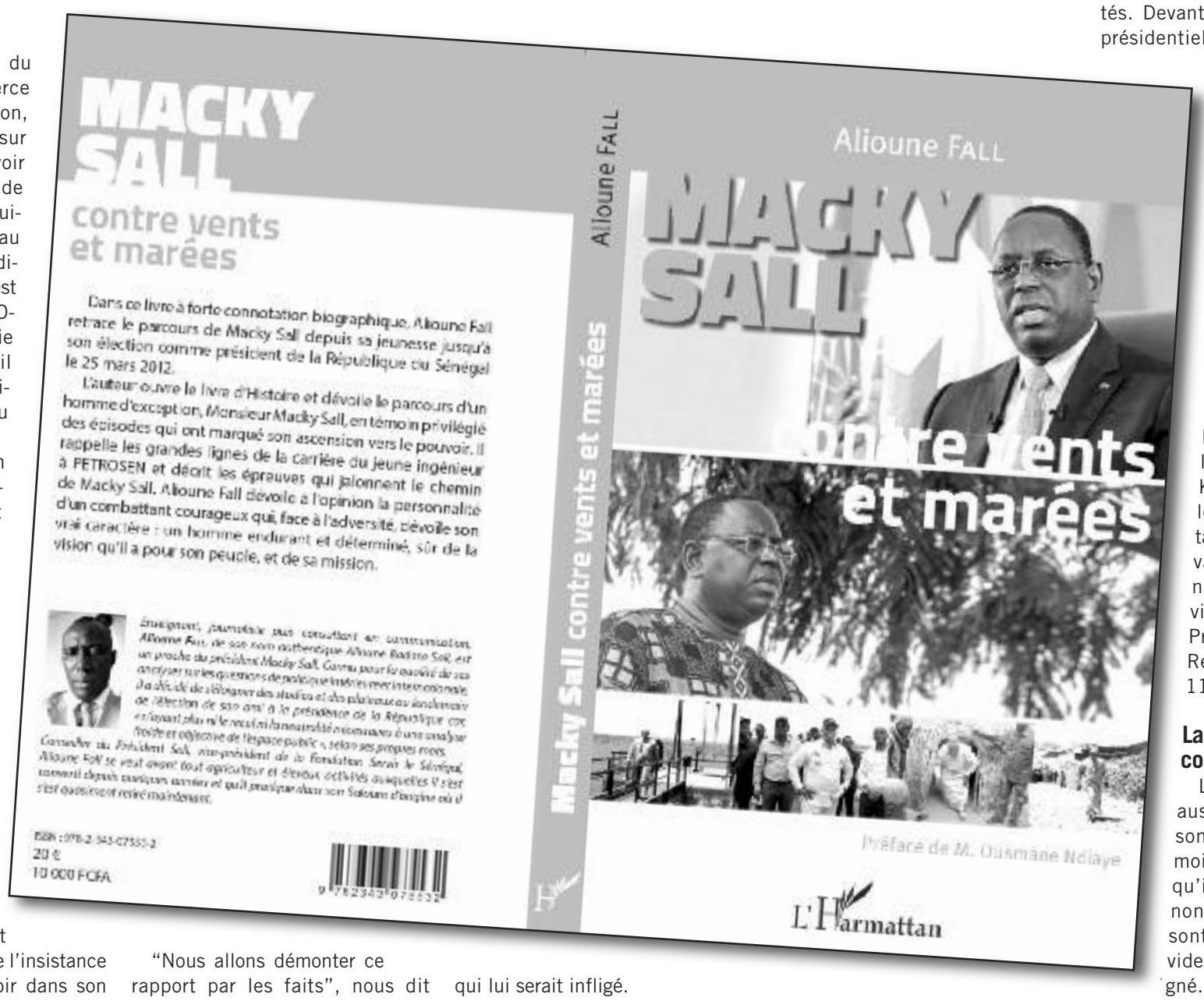
A PROPOS DE SHS

Senegal Handling Services S.A. est une entreprise spécialisée dans les prestations d'assistance aux compagnies aériennes en escales. Prestataire de référence sur le marché sénégalais et en Afrique, SHS, le seul ISAGO provider à Dakar aujourd'hui, propose ses services dans plusieurs domaines : passage, exploitation, fret aérien, vente de billets, formation et activités techniques en piste. Son organisation et ses procédures sont conformes aux normes Joint Aviation Requirements (JAR) édictées par l'Aviation Civile Européenne (Joint Aviation Authority, JAA) dans le domaine de la maintenance en ligne.

LIVRE DE ALIOUNE FALL

Macky Sall, contre vents et marées

"Macky Sall, contre vents et marées". C'est le titre de l'ouvrage publié aux éditions l'Harmattan par le journaliste Alioune Badara Sall plus connu sous le nom de Alioune Fall. Dans son livre à forte connotation biographique, l'ami du couple présidentiel relate avec forces détails et anecdotes la trajectoire de l'actuel président de la République. EnQuête vous propose quelques bonnes feuilles de l'ouvrage en question.



La sortie de l'ombre

Idrissa Seck hérite du ministère du Commerce et de l'industrialisation, et jette son dévolu sur Macky Sall pour l'avoir comme directeur de l'Industrialisation. Celui-ci n'est pas opposé au principe, mais la condition à son accord, c'est que l'entreprise PETROSEN qui l'emploie depuis 1990 et où il exerce des responsabilités le détache au ministère en question.

Cette exigence d'un détachement s'explique par le fait qu'avec son poste de chef de division à PETROSEN, le jeune ingénieur perçoit un salaire nettement supérieur à celui d'un directeur national dans les services centraux de l'État . Aussi, n'envisage-t-il d'accepter l'offre du nouveau ministre que s'il conserve le statut qui est sien dans son entreprise.

Macky se souvient encore avec humour de l'insistance d'Idrissa Seck à l'avoir dans son ministère. Celui-ci, anglophile avéré, lui balance cette phrase que l'autre n'oubliera jamais : "I want you in my building" .

PETROSEN n'accepte pas le détachement, et Macky choisit de rester à son poste. (pages 49-50).

Le début des manœuvres

(…)

À trois mois des élections, un autre fait vient m'alerter. Un commissaire de la police nationale, spécialiste du renseignement, produit un rapport d'études sur les élections, avec la conclusion que le Président sortant n'a aucune chance en cas de second tour. Or, ajoute-t-il, la condition d'une victoire dès le premier tour, c'est un retour d'Idrissa Seck au PDS et également un retour en grâce d'Aminata Tall qui boude depuis qu'elle a été relevée de ses fonctions ministérielles.

Ce haut gradé de la police ne dit, ni plus ni moins, que Macky Sall était incapable d'assurer la réélection d'Abdoulaye Wade. S'agit-il d'une étude menée rigoureusement, ou d'un document sur commande destiné à justifier la mise à l'écart du numéro 2 du système ? Dans l'entourage de celui-ci, on doute de la sincérité du rapport en question.

"Nous allons démonter ce rapport par les faits", nous dit Macky à l'occasion.

Il a une manière pratique d'appréhender les situations et de se déterminer en conséquence. Et cette seule phrase nous en dit assez sur sa position.

Le Premier ministre use de toute son autorité pour empêcher Abdoulaye Wade de se laisser entraîner par ce rapport dans une fuite en avant que rien ne justifie. Car contrairement aux autres, lui croit dur comme fer à la victoire au premier tour.

Et s'il ne le dit pas encore formellement, il doit être aussi conscient de la situation délétère et des perspectives conflictuelles qui se dessinent au-delà du scrutin, comme le révèle son refus systématique de gérer les fonds de campagne, lui le directeur de campagne.

"J'ai toujours veillé à ne pas favoriser des allégations malsaines susceptibles de me salir sur des affaires d'argent. Or si je gère ces fonds, dès le lendemain des élections, des voix s'élèveront pour m'accuser de malversation. Je ne leur en donnerai pas l'occasion", me déclare-t-il, au moment où ses détracteurs au sein du PDS, très éloignés des enjeux réels de cette situation, se félicitent de ce qu'ils considèrent comme un désaveu qui lui serait infligé.

Farba Senghor est désigné argentier de la campagne, et Macky ne manie aucun franc des fonds.

À l'issue du scrutin, les résultats donnent raison à son optimisme, le sacrant en même temps, lui l'artisan à plus d'un titre de ce succès inattendu.(…)

"Mon fils gère sans avoir à rendre des comptes"

(…)

C'est dans ce cadre que la Commission des Finances présidée par le député libéral Mamadou Seck qui succèdera d'ailleurs plus tard à Macky au Perchoir, intègre dans son programme l'audition du Président et du Secrétaire Exécutif de l'ANOCI, agence qui suscite dans l'opinion les accusations les plus graves et les fantasmes les plus incroyables en matière de prévarication et de malversation.

Il se trouve que l'agence en question est présidée par Karim Wade, fils du Président Abdoulaye Wade, réputé être préparé par son père pour lui succéder à la tête de l'État. Aux yeux de bien des observateurs, la décision d'éliminer Macky du jeu politique obéit à cette volonté de Wade d'ouvrir la voie de sa succession à son fils…

Non seulement le Président de la République, chef de l'Exécutif va s'opposer à une initiative parlementaire relevant des missions constitutionnelles de l'Assemblée nationale qui incarne le Pouvoir législatif, mais il va aussi s'en prendre ouvertement et publiquement au Président de cette Institution, le rendant responsable de cette initiative qu'il qualifie d'impudence et de défiance ; et décide par conséquent que celui-ci ne peut plus rester à son poste.

Or, comme déjà mentionné, il s'agit d'une initiative de la Commission des Finances contrôlée par les députés du PDS qui y sont très majoritaires, comme dans toutes les autres commissions d'ailleurs.

Il est important de préciser que le Président de l'Assemblée nationale n'est membre d'aucune commission, et n'est donc pas censé avoir participé à l'initiative en question. C'est seulement après son adoption en commission que celle-ci est soumise pour validation à la Conférence des Présidents dont les travaux sont dirigés par le chef de l'Institution, en présence du ministre chargé des Relations avec les Assemblées représentant l'Exécutif.

C'est dire donc, qu'en occultant les différents niveaux de responsabilités dans cette affaire pour isoler et cibler le Président de l'Assemblée nationale qu'il accuse de s'attaquer à son fils, Abdoulaye Wade ne fait que jouer le jeu des faucons de son entourage qui œuvrent depuis deux ans à sa rupture avec Macky.

Ainsi, la transmission du courrier invitant le fils du Président Wade devant la représentation nationale va déclencher les hostilités. Devant son monde, le papa présidentiel s'offusque de l'acte qu'il attribue à Macky Sall, accuse celui-ci de vouloir provoquer la perte de son fils et s'engage à "laver l'affront dans le sang" (sic).

Ni Mamadou Seck, Président de la Commission des Finances initiatrice de l'acte incriminé, ni aucun des députés du PDS ayant participé à la prise de décision sur la convocation de Karim Wade, ni même le ministre représentant l'Exécutif aux travaux de l'Assemblée nationale, ne seront visés par la colère du Président de la République… (pages 116-119)

La solitude d'un condamné

La pression, c'est aussi sur tous ceux qui sont réputés plus ou moins proches de Macky, qu'ils soient du PDS ou non. Tous les moyens sont bons pour faire le vide autour du paria désigné. Ses amis sont systématiquement éradiqués de l'espace institutionnel, éjectés sans ménagement des postes de responsabilité qu'ils occupent. L'inquisition s'installe, et quiconque veut abattre son adversaire l'accuse d'être proche de Macky Sall.

Les reniements et les gages de loyauté au "maître de cet univers" se multiplient, isolant un peu plus le Président de l'Assemblée nationale, tous les jours. Sa cour devient plus déserte encore. Quelques rares fidèles continuent à braver le système en manifestant leurs liens avec ce condamné.

Des éléments des services de renseignement, clairement identifiés, font le guet pour procéder au pointage de tous ceux qui pénètrent à son domicile, du réveil au coucher.

Des gens qui se sont toujours voulus attachés à Macky disparaissent subitement de son univers. Il y en a des cas particulièrement dramatiques. Lorsqu'on s'en offusque, le principal concerné répond toujours avec un réalisme déroutant : "Il ne faut jamais en vouloir aux gens, parce qu'ils n'ont pas fait ce qui n'est pas à leur portée. Il n'est pas donné à n'importe qui d'oser braver la puissance d'un État déterminé, de subir cette pression sans faiblir.

SUITE P9

Ceux qui nous ont lâchés l'ont fait parce qu'ils ne se sentent pas assez forts pour porter un combat qui, à leurs yeux, n'est pas le leur, de toute façon. Il s'agit de les comprendre et d'être indulgent avec eux. Il s'agit aussi de se dire qu'avec chacun de nos compagnons, on fera ce qu'il lui est possible de faire, sans lui tenir rigueur de ce qu'il ne peut pas faire".

Parfois, je me dis que cette position est surtout destinée à nous rassurer, mais il y a eu de ces défections qui ne peuvent pas manquer de l'affecter, tant le lien avec les concernés était fort.

Marème, dévouée et loyale, de manière inflexible, est toujours présente pour lui remonter le moral déjà solide. Parfois, elle s'improvise griotte, "gawlo" de son toucouleur de mari, et se met à évoquer sa généalogie en des termes glorieux et requin-quants. Soit c'est la lignée paternelle des "Laamtoros" Sall, ces illustres rois du Tooro médiéval, soit c'est l'épopée des indomptables "Koliabés", clan maternel de Macky. L'objectif recherché est toujours le même : aiguiser la fierté et la combativité de son homme.

Elle aime particulièrement apostropher son époux en clamant l'épopée de l'arrière-grand-père de celui-ci, Assane Sadio Diallo, dernier grand dépositaire de l'héritage guerrier du clan maternel de Macky, un véritable héros de la Vallée du fleuve Sénégal dont les faits d'armes sont connus dans tout le Nguenar. (pages 121-122)

Chasse au trésor fantôme

Au sein de l'Institution parlementaire, l'isolement du chef se fait de plus en plus sentir. Doudou Wade a fini de mobiliser ses troupes qui constituent l'essentiel des effectifs de l'Assemblée nationale, et marque la démarcation avec le Président qu'ils ont proposé et élu pour les diriger en principe pour toute la législature.

Dans le champ politique, les attaques reprennent de plus belle. Ceux des responsables du PDS qui conservent encore lucidité et discernement, et font preuve de mesure et de retenue dans cette chasse à l'homme, sont indexés, diabolisés, accusés de collusion avec l'ennemi. Seules quelques figures courageuses à l'image de Souleymane Ndéné Ndiaye y osent encore parler de leur amitié avec Macky, ou formuler des appels à la raison à l'intention de leurs "frères" de parti.

(…)

On s'intéresse d'abord au parcours de celui-ci dans l'État, depuis fin 2000 quand il était Directeur général de PETROSEN. On fouille les parapheurs, les tiroirs, les placards, les corbeilles et les poubelles, à la recherche de la plus petite trace d'une affaire susceptible d'être assimilée à de la malversation. Rien, absolument rien à reprocher à l'homme dans l'exercice des différentes responsabilités publiques qui ont eu à lui être confiées au cours de cette dernière décennie.

On essaie de s'en prendre à son profil d'ingénieur en convoquant dans le débat le Directeur de l'IST, pour dit-on, s'assurer que Macky Sall "n'avait pas atteint le niveau d'ingénieur des Travaux, mais était seulement un ingénieur de Conception" (sic), ignorant manifestement que l'ingénieur de Conception est à un niveau plus élevé que l'ingénieur des Travaux ; une clarification qui leur sera faite publiquement, par voie de médias, par l'autorité académique sollicitée.

N'ayant pu dénicher le moindre cafard dans le parcours de l'homme qu'ils traquent, les intrigants inversent la démarche, pour tenter de trouver dans son patrimoine rapporté à ses revenus licites un excédent susceptible de favoriser des allégations de malversation. Là aussi, fiasco total. Au point qu'un des hauts responsables du régime ne peut s'empêcher de s'exclamer ainsi : "C'est incroyable et c'est inadmissible. C'est quand même un être humain et forcément pendant son séjour aux affaires il a dû penser sécuriser son avenir et celui de sa famille. Il a bien planqué quelque chose quelque part. Peut-être qu'on cherche trop loin en fouillant à l'étranger ce qui est là, à côté de nous, à l'intérieur du pays. Je crois que nous devrions nous intéresser davantage à la gestion de ceux qui lui étaient proches quand il était Premier ministre, et aussi ceux qui sont susceptibles de lui servir de prête-nom pour camoufler d'éventuels avoirs".

La machine est ainsi réorientée.

Parmi les gestionnaires publics identifiés comme étant susceptibles d'avoir contribué à enrichir Macky, Baïdy Souleymane Ndiaye, Directeur général du PCRPE. Les relations entre les deux hommes sont antérieures à l'élection d'Abdoulaye Wade à la Présidence de la République. Plus tard, lorsque Ndiaye décide de militer au PDS, il est accueilli par son ami au sein de la CIS, la structure des cadres du PDS que celui-ci dirige. (…)

Maldonne au PCRPE

Un organe de contrôle étatique hérite de la mission d'aller fouiner dans la gestion du PCRPE pour tenter de débusquer les traces de fonds qui pourraient avoir échoué dans les poches du Président de l'Assemblée nationale.

Cette mission ne sera jamais bouclée. La phase d'enquête et d'exploitation documentaire révèle que les seuls fonds ayant quitté la boîte pour une destination douteuse franchissent l'avenue Léopold Sédar Senghor pour emprunter les couloirs du Palais. C'est suffisant pour que le Président Wade décide de l'arrêt des opérations.

À partir de ce moment, on s'oriente vers la piste du prête-nom, mais on ne trouve rien non plus.

La machine policière est alors mise en branle, dans le cadre d'activités de surveillance, d'intimidation et même de tentatives de compromission.

Un matin, c'est le commandant d'une brigade de gendarmerie basée à l'intérieur du pays qui alerte directement Macky. Une



Alioune Fall

liste de numéros d'immatriculation de véhicules, des pick-up appartenant au PDS, a été transmise aux services de sécurité, les véhicules étant déclarés volés.

(…)

Dans ce proche entourage, la cible de choix, c'est l'épouse, connue pour sa fidélité et sa loyauté à son mari. À un moment donné de la crise, elle a adressé une lettre à Wade pour solliciter une audience, avec comme objectif de plaider la cause de son époux. Le destinataire avait réagi en envoyant une personnalité féminine de haut rang de son système demander à Madame Sall l'objet de cette audience sollicitée. Celle-ci avait répondu poliment mais fermement qu'elle ne pouvait en parler qu'au Président lui-même, et de vive voix. (…)

Avec cette reprise des hostilités et la détermination d'en finir, Abdoulaye Wade ne néglige aucun moyen. Parmi les leviers qu'il compte actionner pour atteindre son objectif, figure l'épouse. Il envoie donc un émissaire à celle-ci, pour l'inviter à venir le voir. Se souvenant de la fin de non-recevoir que le Président avait opposée dans le passé à sa demande d'audience, et consciente que le nouvel intérêt manifesté par le même ne saurait tenir que de considérations stratégiques, Marème décide de rendre à Wade la monnaie de sa pièce, en refusant purement et simplement d'honorer l'invitation présidentielle.

Mais conformément à l'adage, si la montagne ne va pas à… Abdoulaye, Abdoulaye va à la montagne… ou y envoie ses apôtres.

Face à ce refus, ce sont les gens de Wade qui viendront vers Mme Sall. Chacun avec ses méthodes et ses arguments, pour un objectif unique : éliminer le mari du jeu politique en passant par sa femme qu'on compte s'allier ou manipuler.

Il y a ceux qui font miroiter à la jeune dame une montagne d'argent que la générosité de Wade tient à la disposition de son époux pour qu'il puisse se retirer tranquillement avec sa famille dans un grand pays et y vivre comme un prince .

Il y a ceux qui poussent l'audace jusqu'à tenter de l'inciter à prendre ses responsabilités en partant avec ses enfants sous d'autres cieux mener une vie dorée inaltérable grâce à des moyens mis à disposition, avec la certitude que son mari finirait bien par revenir à la raison et rejoindre sa famille.

Il y a aussi ceux qui se révèlent assez stupides pour penser pouvoir acheter la grandeur et la loyauté de cette femme qui ne vit que pour Dieu et ne se réfère qu'à son époux, et l'utiliser pour neutraliser le mari.

Il y a enfin ceux qui connaissent suffisamment le couple pour savoir qu'aucune motivation ne saurait amener Marème à lâcher Macky, et qui tentent de terroriser la dame en espérant que la peur pourrait la pousser à inciter son mari à abandonner le combat.

La sale guerre

L'épouse de Macky en a entendu, en a vu et en a géré. On est même allé jusqu'à tenter de déstabiliser ce ménage avec des histoires de mœurs montées de toutes pièces.

Digne et grande, puisant ses forces dans sa foi en Dieu et sa croyance en son mari, Marème assure pleinement. Tous les intrigants et manipulateurs de Wade jetés à ses trousses sont éconduits poliment ou sèchement, selon le mérite de chacun.

Le Palais finit par se faire une religion : on n'atteindra pas Macky Sall par sa femme.

Finalement, chez les Sall, on commence à ne plus voir de nombreux "amis", membres de l'autre camp, qui feignaient de désapprouver le combat contre le Président de l'Assemblée nationale et qui s'obstinaient à le fréquenter, poussant parfois la comédie jusqu'à donner l'impression de se cacher. En réalité, ils n'étaient que des chargés de mission qui venaient au domicile de Macky juste pour jouer un rôle dévolu par le Palais. On ne les voit plus, on ne les entend plus. Manifestement, réalisant l'inutilité de leur action d'infiltration et de manipulation, on a décidé de les retirer du jeu.

Abdoulaye Wade est un adversaire redoutable parce qu'il sait se battre et quand il est en action, aucune norme ne peut le limiter. Ni la loi ni la morale, encore moins une convention d'une quelconque nature, ne sauraient le freiner dans sa volonté. Il a recours à tous les moyens susceptibles de lui servir d'arme, connaît toutes les pratiques pour éprouver l'adversaire avant l'affrontement final, et il est manifeste que ses choix stratégiques vont dans le sens d'un blocus virtuel contre sa cible du moment.

Parallèlement aux manœuvres d'isolement, des procédés de privation sont mis en œuvre. Ces mesures ne se limitent pas à Macky et sa famille. Ceux qui sont considérés comme son état-major sont aussi visés.

Je me rappelle une expérience personnelle. Une structure gouvernementale relevant du département ministériel dirigé par Karim Wade m'avait confié un travail de consultance. À la fin de la mission, je transmets mon rapport et attends le règlement de mes honoraires… (pages 129-137)

L'abominable pression policière…

De toutes ces épreuves, la plus inacceptable est sans doute la pression policière pernicieuse que nous sentons tous sur nous, à travers des activités de surveillance ininterrompue.

À chaque fois qu'on vient au domicile de Macky, on note la présence des deux agents de renseignements positionnés aux deux extrémités de la rue qui passe devant la maison, de manière à encadrer le bloc d'habitations.

On les retrouve, en partant, et on les voit systématiquement au moment de notre départ prendre leur téléphone pour communiquer. C'est toujours le même rituel, et on en arrive à se dire que soit ils signalent effectivement notre mouvement de départ, soit c'est juste un faux-semblant s'inscrivant dans le cadre des tentatives d'intimidation qui nous visent.

Quoi qu'il en soit, connaissant les gens à qui nous avons affaire, et compte tenu de l'heure tardive à laquelle nous quittons souvent les lieux, nous finissons par envisager des risques d'atteinte physique contre l'un d'entre nous.

Abdoul Aziz Mbaye, conseiller en TIC de Macky, Mame Mbaye Niang et moi, particulièrement ciblés comme représentatifs d'une frange de combattants non issus du PDS, dévoués et loyaux, apparaissons comme les plus exposés à cette éventualité.

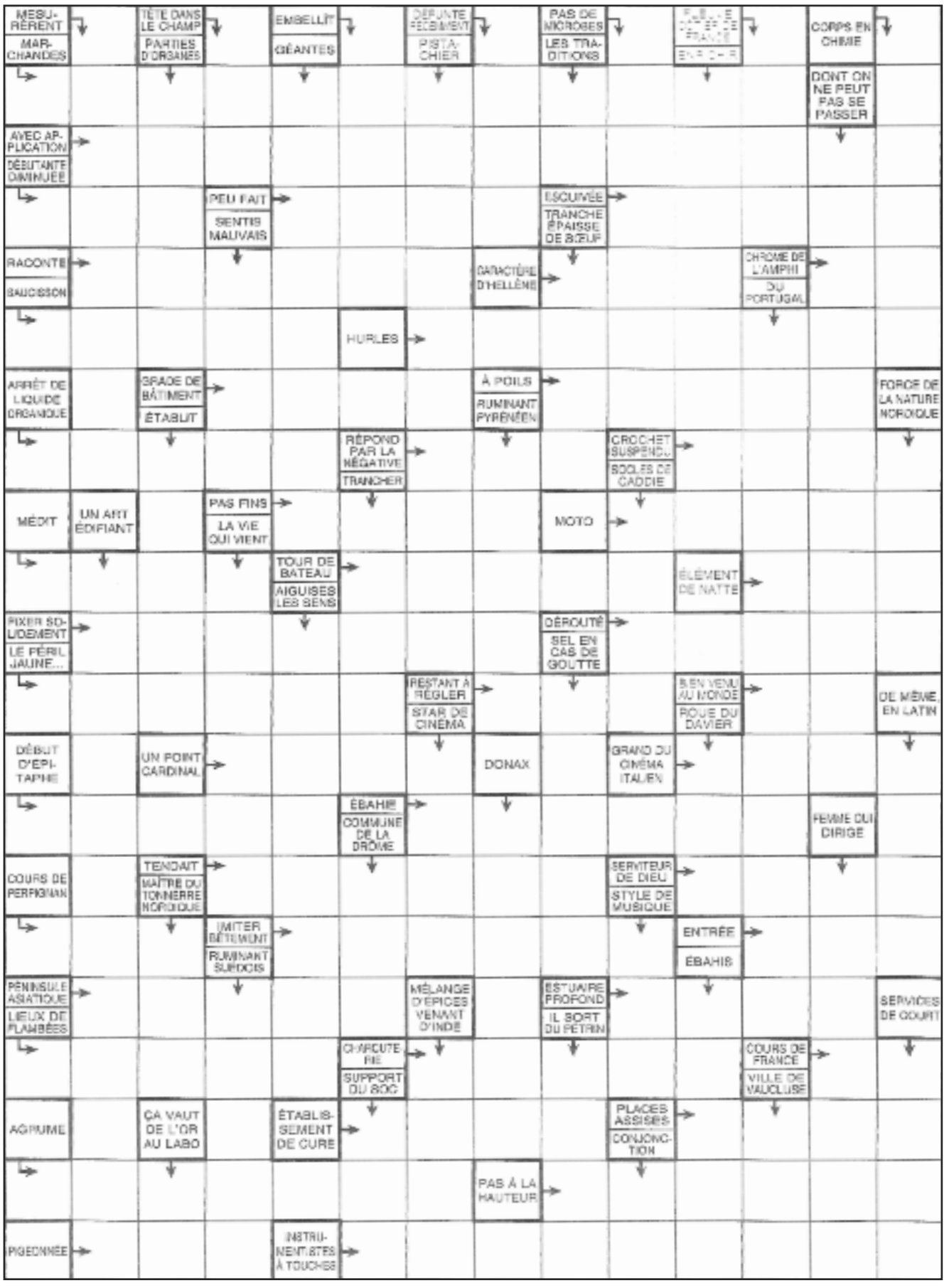
Mame Mbaye Niang, le benjamin mais pas le moins futé ni le moins expérimenté de notre équipe, instaure la pratique du retour en groupe. À chaque fois qu'on se retrouve au domicile de Macky, on veille toujours à rentrer ensemble. Si l'un de nous se retrouve seul là-bas le soir à certaines heures, les autres sont tenus de venir l'accompagner sur la route lorsqu'il doit rentrer. Sur le trajet, nos véhicules se succèdent les uns les autres. Nous laissons Aziz chez lui à Fass, puis Mame Mbaye et moi, voisins à Nord Foire, rentrons ensemble.

C'est à l'occasion d'un de ces retours nocturnes que nous retrouvons l'appartement de Mame Mbaye attaqué et cambriolé, son ordinateur, tout son matériel TIC et des documents emportés. (Pages 140-141) ■

PARIS, L'HARMATTAN, 2015, 196 PAGES
Préface de Ousmane Ndiaye

La cérémonie de dédicace est prévue le samedi 14 novembre 2015 à 16 heures au Terrou Bi

MOTS FLÉCHÉS • N° 1280 (FORCE 3)



horoscope

vBélier
⌘ **Relationnel :** journée intéressante qui vous verra tourner vers les autres et vers vos proches. ⓣ **Quotidien / Boulot / Argent :** vous chercherez à boucler vos projets du jour afin de partir tranquille en week-end. ⍑ **Bien-être :** vous réussirez à faire face à toutes vos obligations du moment.

Taureau
⌘ **Relationnel :** l'amour sera votre moteur, que vous soyez en couple, seul ou en famille. ⓣ **Quotidien / Boulot / Argent :** plus que jamais, vous aurez besoin de travailler sur un projet qui saura vous captiver. ⍑ **Bien-être :** vous ferez preuve d'un formidable self-control.

Gémeaux
⌘ **Relationnel :** encore une journée parquée par la famille. Pour certains, vous ferez de gros efforts de compréhensions. ⓣ **Quotidien / Boulot / Argent :** vous ne devrez rien laisser au hasard. Ainsi, vous devrez rester sur vos gardes et vous montrer vigilant. ⍑ **Bien-être :** vous serez plus nerveux et plus sensible au stress.

Cancer
⌘ **Relationnel :** belle journée qui vous verra vous épanouir aux contacts des autres, de vos proches ou de vos amis. ⓣ **Quotidien / Boulot / Argent :** excellente journée pour entreprendre, pour démarcher, pour vous ouvrir à d'autres horizons ou tout simplement d'autres connaissances. ⍑ **Bien-être :** votre dynamisme fera plaisir à voir.

Lion
⌘ **Relationnel :** vous aurez besoin de vous sentir proche de vos amis ou de votre entourage. ⓣ **Quotidien / Boulot / Argent :** ce vendredi vous trouvera très efficace et toujours autant professionnel. ⍑ **Bien-être :** vous serez pleinement conscient de votre potentiel.

Vierge
⌘ **Relationnel :** ce vendredi vous trouvera attentif et proche de votre moitié ou de votre entourage. ⓣ **Quotidien / Boulot / Argent :** vos échanges avec les autres seront facilités et des projets naîtront. ⍑ **Bien-être :** malgré quelques petits doutes, vous serez en pleine possession de vos moyens.

Balance
⌘ **Relationnel :** vous serez peut-être un peu plus méfiant dans vos échanges avec les autres. ⓣ **Quotidien / Boulot / Argent :** encore une journée qui vous verra avancer prudemment dans vos projets ou vos entreprises. ⍑ **Bien-être :** vous serez un peu en dessous de vos capacités.

Scorpion
⌘ **Relationnel :** les autres seront source de bien-être. Pour certains, ce sera une excellente journée pour accepter une invitation pour le week-end. ⓣ **Quotidien / Boulot / Argent :** vous aurez envie de multiplier les projets et les actions en tout genre. ⍑ **Bien-être :** bel élan et bel enthousiasme général.

Sagittaire
⌘ **Relationnel :** vous serez très certainement amené à vous interroger sur une relation amicale. ⓣ **Quotidien / Boulot / Argent :** encore une journée bien chargée où toute votre attention sera mobilisée. ⍑ **Bien-être :** vous aurez hâte d'être en week-end.

Capricorne
⌘ **Relationnel :** ce vendredi vous trouvera parfaitement à l'aise dans vos échanges avec les autres. ⓣ **Quotidien / Boulot / Argent :** vous aurez besoin d'élargir vos horizons de travail ou de diversifier vos projets. ⍑ **Bien-être :** vous serez en pleine possession de vos moyens.

Verseau
⌘ **Relationnel :** encore une journée bilan qui vous incitera à réfléchir à votre vie amoureuse ou personnelle. ⓣ **Quotidien / Boulot / Argent :** vous n'aurez qu'une envie : tout boucler et partir en week-end. ⍑ **Bien-être :** vous étonnerez par votre force et votre résistance.

Poissons
⌘ **Relationnel :** vous chercherez à mettre de la douceur dans vos échanges avec les autres. ⓣ **Quotidien / Boulot / Argent :** vous chercherez à vous différencier de votre entourage professionnel. ⍑ **Bien-être :** journée peu évidente. Vivement le week-end !

Solutions

MOTS FLÉCHÉS N° 1279

■	C	■	A	■	A	■	F	■	I	■	A	■	A
C	O	N	G	E	N	E	R	E	S	■	N	E	T
■	M	A	R	G	I	N	A	L	E	M	E	N	T
E	P	T	E	■	S	C	I	E	R	■	A	V	E
■	T	I	G	R	E	R	■	V	E	R	N	I	R
H	A	V	E	■	S	E	X	E	■	O	T	E	R
■	B	E	E	R	■	U	■	S	A	T	I	R	E
V	I	S	■	E	R	R	A	■	R	A	S	A	■
■	L	■	E	V	E	■	R	A	T	I	S	S	E
D	I	S	C	U	T	E	U	R	■	T	E	■	D
■	S	O	U	■	I	■	M	E	R	■	M	O	I
Y	E	N	■	T	R	I	S	T	E	M	E	N	T
■	N	■	T	I	E	N	■	E	M	O	N	D	E
S	T	E	R	L	E	T	S	■	A	U	T	O	■
■	■	T	O	T	■	R	E	G	N	E	■	I	F
E	C	H	U	■	C	E	L	A	I	■	L	E	E
■	L	E	S	S	E	P	S	■	E	V	A	■	M
F	O	R	■	U	R	I	■	P	R	I	N	C	E
■	U	■	C	E	N	D	R	E	■	E	G	A	L
D	E	R	I	D	E	E	■	S	O	L	E	I	L
■	R	U	D	E	S	■	C	A	S	E	R	N	E

SUDOKU N° 986

9	5	6	3	1	4	7	8	2
3	4	1	2	7	8	5	9	6
7	8	2	9	5	6	4	3	1
8	9	3	4	6	5	2	1	7
6	1	5	7	8	2	3	4	9
2	7	4	1	3	9	6	5	8
1	2	8	5	4	7	9	6	3
4	3	7	6	9	1	8	2	5
5	6	9	8	2	3	1	7	4

MOTS MELÉS • N° 588

Un théâtre lyrique national à Paris

OPÉRA DE LA BASTILLE

SUDOKU N° 987

3								2
1	5				3	9		
			7	4	1			3
9					6		4	
2			1		9			
5		8				7	6	
4			9					7
				1				
		2			7		9	8

HEURES DE PRIÈRES

HEURES DE MESSE		HEURES DE PRIERES MUSULMANES	
• Cathédrale : 7H		• Fadiar :	06:08
• Martyrs de l'Ouganda : 6H30-18H30		• Tisbar :	14:15
		• Takussan :	16:45
• Saint Joseph : 6h30 - 18h30		• Timis :	18:46
		• Guéwé :	19:46

MOT MÉLÉ EXPRESS N° 589

Il mesure la quantité de pluie tombée dans un lieu



ABONDANCE
AUVENT
BOUE
CHENEAU
CHUTE
CIRE
CRUE
DILUVIENNE
ÉTANCHEITE
FLIC FLAC
FORTE
FOUETTER
FRELE
GOUTTIERE
GRELE
HALLEBARDES
HUMIDITE
HYGROMETRE
IMPERMEABLE
INONDER
IRRIGATION
IRRIGUER
ISOHYETE
K-WAY
MARQUISE
MITRE
MOUILLER
ONDEE
PARAPLUIE
PLEUVOTER
PLUVIEUX
PLUVINER
RAVINEMENT
RUISSELER
S'ABATTRE
TAPEE
TEMPS
TORRENTS
TROMBE



E	P	F	R	E	L	E	S	S	I	U	R	E	T	T	E	U	O	F
C	I	G	O	U	T	T	I	E	R	E	T	O	V	U	E	L	P	L
N	U	M	P	L	U	V	I	E	U	X	D	E	T	R	O	F	H	E
A	N	H	P	T	R	O	M	B	E	I	S	L	N	V	I	A	E	T
D	O	U	A	E	N	E	H	C	L	O	P	E	E	F	L	E	R	A
N	I	M	E	U	R	C	N	U	H	E	M	R	M	L	I	T	T	N
O	T	I	M	S	E	M	V	I	I	U	E	G	E	I	R	E	T	C
R	A	D	N	M	I	I	E	U	V	L	T	B	N	C	R	Y	A	H
A	G	I	I	O	E	U	L	A	L	U	A	E	I	F	I	H	B	E
U	I	T	E	N	N	P	O	I	B	R	L	O	V	L	G	O	A	I
V	R	E	N	E	A	D	U	R	D	L	N	P	A	A	U	S	S	T
E	R	E	U	R	P	O	E	E	A	D	E	T	R	C	E	I	R	E
N	I	O	A	I	M	A	S	R	E	M	S	T	N	E	R	R	O	T
T	B	P	E	C	E	R	T	E	M	O	R	G	Y	H	Y	A	W	K

MBOUR PETITE CÔTE

Ambition à la hausse



Cérémonie de présentation de leurs maillots pour la saison 2015-2016

ANDRÉ BAKHOUM (MBOUR)

Mbour Petite Côte (MPC) ne compte pas jouer les seconds rôles cette saison. Selon le coach Karim Mané, l'objectif reste le podium. "La saison dernière, nous avions pris la 7e place mais pour ce présent exercice, nous visons loin. Nous devons faire un grand bond pour y arriver. Nous avons fait une bonne préparation hivernale pour ne pas rater le début de la saison", explique-t-il. Seulement la tâche risque de ne pas être facile avec le départ de 4 joueurs clés de son équipe, dont le trio d'attaque de feu. Désormais, le coach devra se passer des services de Pape Diène Faye, Ibrahima Wadji, Sidi Sarr et Pape Guèye qui sont partis voir ailleurs (en Europe). Mais pour pallier ces absences, l'équipe a recruté 8 éléments, notamment Mohamed Konaté du Stade de Mbour, Moustapha Kassé de l'Us Ouakam et Moussa Guèye de Niary Tally. "Nous avons pris toutes les dispositions pour remplacer les départs. C'est vrai que ces joueurs sont pétris de talent mais ceux qui sont là sont en mesure de faire mieux. Vraiment, nous avons beaucoup d'ambitions maintenant. Nous devons atteindre notre objectif", martèle-t-il.

Mbour PC a aussi dégagé un budget de 80 millions pour cette saison 2015-2016

Afin de mettre le groupe sur le pied de guerre contre Niary Tally, ce dimanche, le coach a fait un regroupement de 25 jours à Saly Portudal avec ses poulains. L'année dernière, les joueurs de MPC ont été régulièrement en sélection. Mais la performance de ses joueurs en équipe nationale ne se reflétait pas en club. "L'année dernière, nous avons eu deux mois durant lesquels nos joueurs ont été en équipe nationale. En dépit de cela, nous avons trouvé la formule magique pour garder le cap", se glorifie le coach.

Ce dimanche, contre Niary Tally à domicile, le MPC devra rassurer ses supporters et montrer que sa ligne d'attaque de feu est constante. ■

FOOT - LIGUE EUROPA, LAMINE SANÉ (BORDEAUX)

"Nos têtes sont à l'endroit"

Le capitaine de Girondins, Lamine Sané, confie sa déception de ce match nul concédé in extremis à Sion (1-1) mais retient aussi le bon visage affiché par son équipe après des prestations décevantes ces derniers temps.



"Racontez-nous ce scénario cruel tout au bout du temps additionnel..."

Ce but à la dernière seconde... (soupir) On n'a pas réussi à dégager ce ballon, c'est dommage, l'équipe avait fait un bon match, bien pris Sion, et au final on repart avec un malheureux petit point. Ils n'ont pas été dangereux. Tout le monde avait bien bossé pour les maîtriser.

"On a montré un autre visage"

Bordeaux a tout de même montré un visage plus rassurant que dernièrement, c'est une vraie satisfaction ?

Ça prend du temps de revenir à un bon niveau, on a montré un autre visage que ces dernières semaines, oui, et c'est de bon augure. L'équipe a fait un bon match, même si les gens vont peut-être se baser sur le score sec. Mais on a retrouvé nos têtes, elles sont à l'endroit, on se fait confiance les uns par rapport aux autres. On a discuté ces derniers jours entre nous. Beaucoup de choses ont été dites ou écrites, ça fait partie du football, mais à nous de prouver sur le terrain que Bordeaux est une bonne équipe et méritait de jouer cette Ligue Europa. Bordeaux n'est pas mort.

Maintenant, il faut confirmer cette embellie en Championnat, dès dimanche à domicile...

Contre Monaco, il ne faudra pas lâcher, tout le monde a fini sur les rotules ce soir, on va essayer de reproduire la même prestation avec un plus de réussite." ■

LEQUIPE.FR

REVUE TOUT TERRAIN

FOOT - COUPE DU MONDE U17

Mali premier finaliste

Le Mali s'est imposé face à la Belgique (3-1), ce jeudi en demi-finales de la Coupe du monde des moins de 17 ans, disputée au Chili. En finale, il affrontera le vainqueur de la deuxième demie entre le Nigeria et le Mexique.

ESPAGNE - REAL MADRID

Cristiano "fatigué" par la comparaison avec Lionel Messi



En marge de la présentation d'un film retraçant sa vie, intitulé "Ronaldo", Cristiano Ronaldo a évoqué sa rivalité avec Lionel Messi. Une comparaison permanente qui commence "à fatiguer" le Portugais. "J'ai mon style, il a le sien, chacun a son propre style. Nous devons respecter ce que les gens pensent tout le temps, c'est normal puisque nous sommes comparés depuis que nous sommes bébés. Qui est le meilleur ? Qui est le plus intelligent ? Qui est le plus rapide ? Cela ne me surprend plus, a estimé le triple Ballon d'Or, ce jeudi sur la BBC. Mais cela me fatigue car c'est toujours la même chose. Les gens se répètent année après année." Celui qui ne se considère pas comme "une personne fausse" et comme "le meilleur", a aussi indiqué quelle place il pensait occuper aujourd'hui parmi les plus grands joueurs de tous les temps. "Je n'ai pas besoin de dire : "je suis dans l'histoire, je suis une légende." Les chiffres disent tout."

FOOT - JORGE MENDES :

"Aucune chance que José Mourinho parte" de Chelsea

Selon son agent Jorge Mendes, José Mourinho est toujours l'homme de la situation à Chelsea, malgré la période délicate traversée par le club londonien, actuel quinzième de Premier League. "Beaucoup de gens parlent de cela mais il n'y a aucune chance (qu'il parte). Il va résoudre le problème. C'est le meilleur», a estimé le proche du coach portugais, ce jeudi sur la BBC. Vainqueurs du Dynamo Kiev (2-1), mercredi en Ligue des champions, les Blues se sont offert un peu de répit et leur entraîneur aussi, qui a reçu une ovation de la part du public de Stamford Bridge.

PSG

Un accord avec le Real pour Ronaldo ?

Cristiano Ronaldo (30 ans, 10 matchs et 8 buts en Liga cette saison) portera-t-il le maillot du PSG la saison prochaine ? L'hypothèse a été relancée à la suite de l'échange très amical entre la star du Real Madrid et l'entraîneur parisien Laurent Blanc mardi soir après la rencontre de Ligue des Champions. Selon The Sun, l'affaire est en très bonne voie puisqu'un accord serait même déjà trouvé entre le président merengue Florentino Perez et les propriétaires du PSG à hauteur de 140 millions d'euros ! Selon L'Equipe, Ronaldo serait prêt à quitter le Real en raison de relations un peu froides avec son entraîneur Rafael Benitez qui aurait décidé de faire de Gareth Bale le moteur de l'attaque du Real. Pas d'emballement toutefois... En matière de transfert, la vérité d'un jour n'est pas forcément celle du lendemain. Et le Portugais cherche peut-être tout simplement à mettre la pression sur sa direction pour une renégociation de son contrat. On n'a en tout cas pas fini d'en entendre parler...

REAL

Contracture pour Marcelo

Sorti en première période face au PSG, mardi lors de la victoire du Real Madrid (1-0) en Ligue des champions, Marcelo souffre d'une contracture, a indiqué le club madrilène, ce jeudi. Le défenseur brésilien a passé des examens dans la journée mais ne connaît pas encore la durée de son indisponibilité. Il va falloir attendre de voir l'évolution de sa blessure.

FOOT - JUSTICE

Karim Benzema aurait conseillé à Mathieu Valbuena de ne pas céder au chantage

Selon l'Obs, Karim Benzema, mis en examen ce jeudi pour "complicité de tentative de chantage et association de malfaiteurs", aurait conseillé à Mathieu Valbuena de ne pas céder au chantage à la sextape. L'Obs publie ainsi une conversation tirée d'une écoute téléphonique entre Benzema et un de ses amis d'enfance datant du 6 octobre. Benzema : "Je lui ai dit je m'en bats les couilles du buzz... Si c'est pour le buzz et que tu as prévenu ta famille, et qu'ils s'en foutent... alors laisse sortir, je lui ai dit." L'ami d'enfance : "Bah ouais... Même moi, je lui aurais dit ça..." Benzema : "Nous on est là pour l'arranger (Valbuena). S'il veut pas... il se démerde avec ces piranhas !"

REAL

Mis en examen, Karim Benzema s'est entraîné avec le Real Madrid



Mis en examen pour "complicité de tentative de chantage" dans l'affaire de la sextape de Mathieu Valbuena, ce jeudi par le parquet de Versailles, Karim Benzema s'est entraîné ce jeudi en fin de journée à Madrid. Libéré et placé sous contrôle judiciaire, l'attaquant international français a aussi été autorisé par la justice à rentrer en Espagne. Il en a donc profité pour retrouver les pelouses. Actuellement blessé à la cuisse gauche, le joueur du Real s'est contenté de courir à l'écart et d'effectuer quelques exercices avec le ballon.

ÉQUIPE DE FRANCE

Deschamps ne convoque pas Valbuena, Hatem Ben Arfa appelé

Le sélectionneur de l'équipe de France, Didier Deschamps, a annoncé jeudi après-midi sa liste pour les deux matches amicaux face à l'Allemagne et l'Angleterre. Mathieu Valbuena et Alexandre Lacazette n'y figurent pas. Kinglsey Coman a été appelé pour la première fois. Deschamps s'explique sur la non-convocation de Valbuena. Même s'il a souhaité s'étendre le moins possible sur les dossiers extra-sportifs, le sélectionneur des Bleus, Didier Deschamps, a donné les raisons de l'absence de Mathieu Valbuena dans la liste des Bleus. "Il n'est pas dans les meilleures conditions psychologiques", a-t-il notamment affirmé.

La liste :

Gardiens :
Benoît Costil (Rennes),
Hugo Lloris (Tottenham, ANG),
Steve Mandanda (Marseille)

Défenseurs :
Lucas Digne (AS Rome, ITA),
Patrice Evra (Juventus Turin, ITA),
Christophe Jallet (Lyon),
Laurent Koscielny (Arsenal, ANG),
Eliaquim Mangala (Manchester City, ANG),
Bacary Sagna (Manchester City, ANG),
Mamadou Sakho (Liverpool, ANG),
Raphaël Varane (Real Madrid, ESP).

Milieux :
Yohan Cabaye (Crystal Palace, ANG),
Lassana Diarra (Marseille),
Blaise Matuidi (Paris-SG),
Paul Pogba (Juventus Turin, ITA),
Morgan Schneiderlin (Manchester United, ANG),
Moussa Sissoko (Newcastle, ANG).

Attaquants :
Hatem Ben Arfa (Nice),
Kingsley Coman (Bayern Munich, ALL),
André-Pierre Gignac (Tigres, MEX),
Olivier Giroud (Arsenal, ANG),
Antoine Griezmann (Atletico Madrid, ESP),
Anthony Martial (Manchester United, ANG).

CORRUPTION SUPPOSÉE À L'IAAF

Le rapport qui accable Diack et fils

Les dernières révélations de la presse occidentale indiquent que Khalil et Papa Massata seraient également visés dans l'enquête sur l'affaire de corruption qui touche leur père Lamine Diack, ancien président de l'IAAF.



Papa Massata Diack

ADAMA COLY

C'est peut-être un euphémisme de dire que la famille Diack est actuellement dans de beaux draps. Après le père Lamine Diack, deux de ses fils seraient également impliqués dans l'affaire de corruption qui ébranle l'ancien président de la Fédération internationale des associations d'athlétisme (IAAF). L'information a été livrée par Lyon Capitale et Mediapart. Selon Lequipe.fr, ces deux médias ont "indiqué jeudi avoir consulté les premiers éléments d'une enquête menée par l'Agence mondiale antidopage au sujet d'un 'système de corruption, de chantage et d'extorsion de fonds d'athlètes dopés russes et turcs." Et d'après leurs fouilles, c'est presque toute la famille qui est dans le coup. "Lamine Diack, l'ex-président de la fédération internationale (IAAF) mis en examen mercredi, serait impliqué dans un réseau de corruption créé en 2011. Ses fils Khalil et Papa Massata, ex-conseiller marketing de l'IAAF, le médecin Gabriel Dollé, l'ancien président de la fédération russe et trésorier de l'IAAF Valentin Balaknichev et l'entraîneur Alexey Melnikov, seraient également visés", lit-on.

La presse a tenté même d'expliquer comment les fils de Lamine Diack sont impliqués dans cette affaire. Selon eux, tout est parti de plusieurs athlètes russes suspectés de dopage. Ces derniers auraient été victimes d'un chantage de la part du réseau en question. "Liliya Shobukhova, dont le cas avait été révélé par un documentaire de la chaîne allemande ARD, aurait procédé à trois versements de 569 000 dollars entre janvier et juillet 2012, Melnikov servant d'intermédiaire. Asli Alptekin, championne olympique turque du 1500 m à Londres, se serait pour sa part vu réclamer 500 000 dollars par les fils Diack en novembre 2012. Elle a été suspendue pour huit ans en juillet dernier", révèlent les mêmes sources.

Société-écran à Singapour

Ses fils seraient donc au cœur de ce réseau de corruption, de chantage et d'extorsion de fonds créé en 2011 et dont Lamine Diack aurait été l'un des personnages centraux. Comme l'ex-président de la fédération russe. Et des conclusions des experts de l'Agence mondiale antidopage précisent que l'argent de la corruption aurait été transféré à Singapour, où une entreprise nommée Black Tidings aurait servi de société-écran. Cette même société, qui appartiendrait à un associé de Papa Massata Diack, "aurait servi à rembourser la marathonienne Liliya Shobukhova, qui menaçait soudainement de tout dévoiler".

Mis en examen à Paris mercredi, Lamine Diack a désormais de quoi craindre pour ses enfants. ■

MISE EN EXAMEN DE LAMINE DIACK

Le gala de l'IAAF annulé

Le Gala de l'IAAF n'aura pas lieu cette année. Cette décision a été prise par le nouveau président de l'IAAF, Sébastian Coe, en accord avec la Principauté de Monaco, suite à la mise en examen de Lamine Diack pour corruption passive et blanchiment aggravé… Le gala de l'IAAF est une cérémonie qui réunit tous les ans la famille de l'athlétisme et récompense les athlètes de l'année. Elle est en fait organisée par La Fondation Internationale d'athlétisme, dont Lamine Diack est toujours le président.

Un repas informel sera cependant organisé en comité restreint pour les seuls athlètes récompensés. La cérémonie était programmée le 28 novembre prochain. ■ (LEQUIPE.FR)

LUTTE - OPPOSITION AU COMBAT BOMBARDIER / ROCKY BALBOA

Les acteurs de la lutte désapprouvent le CNG

La décision du Comité national de gestion de la lutte (CNG) de s'opposer à la tenue du combat Bombardier / Rocky Balboa n'agrée pas les acteurs de la lutte. Ces derniers ont fustigé la mesure de l'instance dirigée par Dr Alioune Sarr en jugeant non fondés les arguments avancés.

OUMAR BAYO BA (STAGIAIRE)

Le Comité national de gestion de la lutte (CNG), dans un communiqué rapporté mercredi par la presse, s'est opposé à la tenue du combat Bombardier - Rocky Balboa. Sur les raisons, l'instance dirigeante de la lutte sénégalaise a évoqué le fait que le chef de file de l'écurie Colobane-Suisse n'a pas fait ses preuves dans la lutte sénégalaise pour affronter les icones. "N'importe qui ne peut pas se lever un bon jour, sans avoir fait ses preuves dans l'arène, pour défier les champions de la tutte sénégalaise. Ce n'est pas conforme à la réalité de la lutte, qui veut qu'un lutteur fasse ses preuves avant d'avoir l'opportunité de les croiser", lit-on dans le texte.



Bombardier



Rocky Balboa

Cet argument avancé par les camarades du docteur Alioune Sarr ne convainc pas les acteurs de la lutte sénégalaise. Le président d'honneur de l'Association des lutteurs en activité juge cette thèse fallacieuse. "C'est la catastrophe. On ne comprend plus que le CNG qui n'a jamais procédé à la catégorisation des lutteurs, qui n'a jamais aussi reconnu le titre de roi des arènes, puisse s'opposer à un quelconque combat", a indiqué Boy Kaïré. Pour lui, le combat doit bel et bien avoir lieu car toutes les conditions sont réunies. "Le débat ne devrait pas se poser dès lors que le CNG a délivré à Rocky Balboa une licence de lutte avec frappe et le lutteur évolue dans une écurie reconnue par le ministère de l'Intérieur", précise le père de Diène Diouf Kaïré.

Le sentiment du président d'honneur de l'Association des lutteurs en activité est partagé par Balla Gaye n°1. "Le combat peut bien se tenir, car Rocky Balboa est un bon lutteur sénégalais qui a fait ses preuves en Suisse. Ce qui est important en matière de lutte, c'est l'accord des deux parties et c'est le cas entre Balboa et Bombardier", dit l'entraîneur de Balla Gaye 2.

Cet ancien lutteur reconnaît tout de même le pouvoir de réglementation de la structure qui dirige la lutte sénégalaise. "Il appartient au CNG de réglementer le lutte au Sénégal. C'est une mission que l'Etat lui a confiée. Donc, ses autorités peuvent refuser la tenue d'un combat en donnant des raisons valables", ajoute-t-il.

Pour rappel, le contrat du combat entre Bombardier et Rocky Balboa a été signé la semaine dernière par le promoteur Moussa Aw. Le duel serait prévu le 4 avril 2016 en France. ■

FOOT - TOURNOI UFOA

Sénégal - Gambie en finale

L'équipe du Sénégal a battu celle de la Guinée Bissau par 5-0, ce jeudi, lors de la première demi-finale du tournoi de l'UFOA A, a constaté un reporter de l'APS. A la mi-temps, le score était pourtant de 1-0 grâce à une réalisation de Sylvain Badji à la 26e minute. Les quatre autres buts (65e, 69e, 73e et 81e minute) ont été inscrits par Ibrahima Dramé, ancien attaquant du Casa Sport qui évolue depuis la saison dernière à Sondgal (D2 norvégienne).

Le Sénégal, qui joue avec sa sélection olympique, va affronter la Gambie en finale, ce samedi. Les Gambiens ont sorti (1-0) le Liberia dans la seconde demi-finale. Le tournoi se déroule au stade Mawade Wade qui est par ailleurs le parrain de cette compétition.

FOOT - LIGUE EUROPA

Baye O. Niasse en sauveur

L'attaquant sénégalais du Lokomotiv Moscou s'est transformé en vrai sauveur pour son équipe, lors de la 4e journée de la phase de poules de la Ligue Europa, jouée ce jeudi. Et Baye Oumar Niasse l'a fait en Turquie, sur une pelouse qu'il connaît. L'ancien joueur de Akhisar Belediyespor a répondu à l'ouverture du score du Quaresma du Bessiktas Istambul (58e). Niasse a contrôlé avant d'ajuster le gardien turc d'un tir du gauche (76e). Avec ce nul (1-1), le Lokomotiv Moscou (8 points) garde la tête du groupe H, devant son adversaire du jour, Besiktas (2e, 6 points), Sporting Portugal (3e, 4 pts) et Skënderbeu Korçë (4e, 3 pts).

RÉSULTATS

Besiktas - Lokomotiv Moscou 1-1
Qarabag - Monaco 1-1
Ajax - Fenerbahce 0-0
Celtic - Molde 1-2
Club Brugge - Legia 1-0
Din. Minsk - Villarreal 1-2
Dortmund - Gabala 4-0
Groningen - Liberec 0-1
Kazan - Liverpool 0-1
Marseille - Braga 1-0
Napoli - Midtjylland 5-0
Plzen - Rapid Vienne 1-2
Sion - Bordeaux 1-1
Asteras T. - APOEL Nicosie 2-0
Athletic Bilbao - Partizan 5-1
Augsburg - Alkmaar 4-1
Belenenses - Bale 0-2
Lech - Fiorentina 0-2
Rosenborg - Lazio 0-2
Skenderbeu - Sporting 3-0
Sparta Prague - Schalke 1-1
Saint-Etienne - Dnipro 3-0
Tottenham - Anderlecht 2-1

